



1980-2005

# 25 ans de Solidarność

Dossier de presse réalisé par Arnaud Léonard,  
professeur d'histoire-géographie  
au Lycée Français de Varsovie.

## Pologne, à la recherche du sens perdu

*Pour Adam Michnik, rédacteur en chef du principal quotidien polonais, il faut, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de Solidarité, retrouver la vraie dimension de la révolution et de ses héros salis par les récentes publications sauvages d'archives de l'ex-police politique communiste.*

Par Adam Michnik, rédacteur en chef de «Gazeta Wyborcza». Mardi 30 août 2005 (Liberation.fr - 17:59)

Il y a vingt-cinq ans, en août 1980, la Pologne a changé la face du monde. Je ferme les yeux et je revois : l'époque était magnifique et les gens étaient magnifiques. J'avais alors 34 ans et la conviction que ma génération écrivait une page importante de l'histoire. En me remémorant ces jours merveilleux, je relis mes notes de l'époque. Je n'ai plus confiance dans ma mémoire. Trop d'amertume et de tristesse se sont accumulées ces dernières années. C'est pourquoi je ne sais pas si je fais bien en écrivant ces remarques amères, qui cadrent mal avec cet anniversaire solennel. Wladyslaw Frasnuk, mon ami et leader des protestations ouvrières à Wroclaw en 1980, chef légendaire de Solidarité aux temps de la clandestinité et prisonnier lors de l'Etat de siège, a récemment lancé un appel pour que les cérémonies marquant cet anniversaire se déroulent dans un esprit de réconciliation, que les vieilles discordes soient «mises de côté», que l'«on ne parle plus de traîtres». J'aimerais écrire dans cet esprit mais je ne sais pas. Je ne crois plus en l'unité de l'époque, je ne veux pas et je ne peux pas participer à des commémorations avec ceux qui aujourd'hui tirent leurs connaissances sur l'opposition démocratique et sur Solidarité des archives de la SB (l'ex-police politique communiste, ndlr) et pour qui les rapports de police sont comme la Bible. J'ai le sentiment qu'ils m'ont craché à la figure. Cette expérience, historique et personnelle, ne peut se raconter avec la langue des rapports policiers. Nous devons nous-mêmes essayer de comprendre le sens de ce que nous avons eu le courage de faire. Nous devons retrouver le sens de nos biographies.

### **La cravache et les crachats, ainsi était la maison polonaise**

L'année dernière, Nike, le prix littéraire polonais le plus prestigieux, a été décerné à Wojciech Kuczok pour son roman Gnój (« le Fumier»). Ce jeune écrivain d'une trentaine d'années y raconte l'histoire d'un enfer familial, c'est-à-dire l'histoire d'une famille polonaise, simple et provinciale. Dans ce roman, à première vue éducatif, on peut cependant voir, comme chez Balzac ou Flaubert, l'image d'une Pologne dont les Polonais ne parlent pas et qu'ils préférèrent passer sous silence. Dans cette Pologne, il n'y a pas de grandes idées, pas de lutte des classes ni d'avenir radieux, de même qu'il n'y a pas de Dieu, d'honneur et de patrie. Cette Pologne est un pays triste, peuplé de gens tristes et inintéressants, de gens, comme l'écrit l'auteur, «dénoyautés : ils ont leurs racines et des branches, mais à l'intérieur ils sont vides ; ils s'enferment dans ce vide» et se barricadent devant le monde. Et dans ce monde c'est la cravache qui règne, la cravache avec laquelle le père battait son fils pour l'éduquer, avec laquelle un vieux frappait un jeune, le plus fort inculquait la raison au plus faible. Et le plus jeune, battu et faible, ne savait que crier : «Papa, ne frappe plus !» Puis le plus jeune, sous les coups de cravache, devait écouter la leçon selon laquelle il faisait partie d'une génération que «l'Histoire a gâtée» parce qu'il n'a pas vécu la guerre. Le jeune a aussi reçu une leçon des crachats. Déjà à l'école, cracher était la norme. Il fallait s'attendre à recevoir des crachats «de tous côtés, en pleine figure si l'adversaire était à court de mots». Ceux qui crachaient étaient partout : «Je sentais leur souffle derrière moi», «ils me crachaient dans le dos quand je traversais la rue», «ils me marquaient ainsi». A la maison la cravache, dehors les crachats. Ainsi était la maison polonaise.

Puis cette maison a vieilli. Elle s'est enlaidie plus que les hommes. «Les maisons vieillissent odieusement, la vieillesse s'y glisse secrètement, puis, sans qu'on s'en aperçoive, elle cesse d'être visible pour ses habitants. En revanche les invités la ressentent dès l'entrée, dans la puanteur de l'odeur de moisi.» La maison de la Pologne communiste appelée PRL (pour «république populaire de Pologne») s'est effondrée dans cette odeur. C'était un pays où la politique étrangère, l'armée, la police, étaient soumises aux décisions de l'Union soviétique, où régnaient la nomenklatura communiste, l'infiltration par la police, une idéologie imposée, la peur et l'hypocrisie.

L'homme battu et sur lequel on crachait était le produit de ce système. Il devenait un peu plus courageux après avoir bu de l'alcool, pour manifester sa haine envers tout et tous. Le système communiste faisait pousser sa rage. Il savait parfaitement utiliser ce qui est mauvais et faible dans l'homme. Les petits esprits apeurés étaient légion, tout comme l'opportunisme, l'apathie, le cynisme. Tous les jours, le rejet de l'omniprésent fumier moral s'amenuisait. Oui, on sentait bien l'odeur du moisi.

### **La dictature hors la loi**

En août 1980, la Pologne a respiré avec ses deux poumons de l'air frais et propre. Une vague de grèves s'est déversée sur le pays et celle dans les chantiers navals de Gdansk, inspirée par l'opposition démocratique, soutenue par les intellectuels et par l'Eglise catholique, s'est achevée par la signature des accords de Gdansk et par la création des syndicats libres. Ce ne fut pas une nouvelle reculade, ponctuelle, du pouvoir communiste. Ce fut une mise hors la loi totale de la dictature. Le système, qui se présentait comme une dictature du prolétariat, a été moralement disqualifié par les grandes grèves ouvrières. Si le concept de «révolution» est un vaste changement, précédé par une puissante manifestation sociale et une paralysie totale du pouvoir, on peut parler de «la révolution de Solidarité». Août 1980 fut avant tout une fête de la démocratie polonaise : il a redonné un sens à la liberté, à la dignité de l'homme et à la vérité.

Le temps des grèves, je l'ai passé en prison, la SB m'ayant arrêté à titre préventif avec de nombreux autres militants de l'opposition démocratique. «Ils» croyaient encore que la police pouvait agir sur l'histoire. Le 31 août 1980, les accords mettant fin aux grèves ont été signés. Le 1er septembre, nous avons été libérés et nous nous sommes retrouvés dans un autre monde. Au lieu du moisi, nous avons senti l'odeur magnifique de la liberté. Je notais sur le moment : «la détermination résolue des grévistes, une discipline spontanée, la maturité des revendications des ouvriers». J'ai noté aussi : les grévistes réclamaient des «transformations importantes dans le fonctionnement du pouvoir mais ils se sont arrêtés devant les limites imposées par la présence militaire soviétique en Pologne». J'ai noté : «Les ouvriers militaient en faveur des intérêts de toute la société, pour les droits sociaux, civiques, pour la liberté de parole, le droit d'association, les syndicats libres, la libération des prisonniers politiques.» Avec respect, je constatais que «les autorités avaient choisi les négociations et non la solution de force». Je notais aussi la quadrature du cercle. Les derniers événements ont prouvé, écrivais-je, que «la société polonaise ne pouvait et ne voulait plus exister dans un mensonge toujours plus profond, dans la soumission et la paupérisation» : «C'est un motif de fierté que nous ayons su militer pour nos droits par des moyens si raisonnables. Car la vie des Polonais dépendait aussi de la domination soviétique, acceptée par l'Occident. Leurs justes aspirations à la liberté et à la souveraineté devaient se réaliser de manière à ce que les Soviétiques jugent le coût d'une intervention militaire en Pologne plus lourd sur le plan diplomatique que le coût d'une non-intervention.» Pour être bref, je croyais en la possibilité d'obtenir une vaste autonomie et des libertés démocratiques dans le cadre de la «doctrine Brejnev»(ou doctrine de la souveraineté limitée accordée aux «pays frères» de l'Union soviétique). Ce devait être l'horizon de pensée de tout Solidarité.

### **Un carnaval de liberté, de patriotisme et de vérité**

Ces jours, ces débats... Ces foules en joie et avides de vérité lors des rencontres dans les halles des chantiers et dans les universités, c'était comme le plus beau des rêves. Pour nous, militants de l'opposition démocratique qui avons vécu la révolte des étudiants, les persécutions de l'intelligentsia et les purges antisémites, la répression policière de mars 1968, le massacre des ouvriers à Gdansk en décembre 1970, puis les répressions en 1976 contre les ouvriers engagés dans le KOR – Comité de défense des ouvriers – et dans les autres groupes d'opposition anticommuniste, le temps de la récompense était enfin venu. Après des années de cravache et de crachats, de bassesse, de désespoir et de cynisme, nos actions ont alors trouvé un sens existentiel et historique. Sans le KOR et sans l'opposition démocratique, il n'y aurait pas eu la victoire d'août 1980, arrachée sans effusion de sang. Ce sont en grande partie les militants du KOR qui ont dirigé les grèves de Gdansk. Ce n'était pas facile, le pouvoir nous harcelait ; on nous arrêtait, on nous battait, on nous privait de travail, avec des chantages et des calomnies. On nous tendait des pièges, on fabriquait des preuves compromettantes et on nous crachait au visage, on semait la discorde entre nous par le biais d'intrigues mensongères, on nous provoquait sans cesse. Beaucoup n'ont pas tenu sous cette pression, ont abandonné la lutte, pris le chemin de l'exil. Les plus courageux étaient persécutés sans relâche. Avec les matériaux fabriqués par la SB sur Jacek Kuron ou Jan Jozef Lipski (opposants historiques et fondateurs du KOR) pour les discréditer, on pourrait recouvrir tout le palais de la Culture (le plus haut bâtiment de Varsovie, cadeau de Staline à la Pologne communiste).

Aucun d'entre nous ne pouvait imaginer que des années plus tard, quand la SB n'existerait plus, ni le PC, ni même l'URSS, les archives de la SB vivraient leur propre vie, que le temps magnifique des hommes magnifiques se transformerait en une boue de rapports de la SB. Car cette révolution polonaise, pleine de solidarité, sans effusion de sang, fut vraiment magnifique. Ce fut un carnaval de liberté, de patriotisme et de vérité. Ce mouvement faisait ressortir ce qu'il y avait de plus précieux dans l'homme : le désintéressement, la tolérance, la générosité, l'attention à l'autre. Ce mouvement créait et ne détruisait pas, redonnait sa dignité à l'homme, et ne réclamait pas vengeance. Jamais avant ni plus tard la Pologne ne fut un pays si sympathique, les hommes ne furent si libres, égaux et frères.

### **L'époque des trois miracles polonais**

Ce fut l'époque de trois miracles polonais : celui de l'élection du pape Jean Paul II et de sa visite en Pologne en juin 1979, celui des grèves de Gdansk, de Lech Walesa et de Solidarité, enfin celui de l'attribution du prix Nobel de littérature à Czeslaw Milosz. Pendant des années, nous nous répétions qu'il ne fallait pas attendre de miracle, mais agir pour l'obtenir. En 1980, les Polonais ont enfin pu voir les fruits de leurs efforts. A la fin de la visite de Jean Paul II, je notais : «Quelque chose d'étrange s'est passé. Ces mêmes hommes, frustrés et agressifs dans les files d'attente devant les magasins, se sont transformés en une communauté joyeuse, ils sont devenus des citoyens pleins de dignité. Ils ont retrouvé leur dignité, et avec elle la conscience de leur force et de leur unité. La milice a disparu des rues principales et un ordre exemplaire y régnait. La société assujettie pendant des années a retrouvé d'un seul coup le plaisir de décider d'elle-même.»

Jean Paul II a dit : «N'ayez pas peur !» et les hommes ont cessé d'avoir peur. Juin 1979 fut une avant-première d'août 1980. C'est pourquoi la révolution ouvrière s'est faite sous les croix et les portraits de Jean Paul II. «Oui, c'est l'Histoire qui se moque impitoyablement de la théorie», ironisait le philosophe Leszek Kolakowski. Le «pape polonais», puis un ouvrier polonais des chantiers navals, ont démonté les premières briques du mur de Berlin. Et l'écrivain polonais Czeslaw Milosz, poète exilé, a démasqué le mécanisme de la Pensée captive. Il a révélé au monde la famille européenne captive, il a parlé à voix haute des pays Baltes annexés par l'URSS. Pendant trente ans, ses livres ont circulé sous le manteau, dans des versions clandestines ou dans des éditions étrangères. Milosz fut l'icône de l'opposition démocratique. Jean Paul II est devenu la meilleure image de l'Eglise catholique polonaise ; les grèves de Gdansk et Lech Walesa ont été le couronnement des révoltes ouvrières polonaises ; Czeslaw Milosz est devenu le symbole de l'intelligentsia polonaise indomptable. C'étaient les trois signes visibles des tendances qui allaient s'exprimer au sein de Solidarité : la première mettant l'accent sur le caractère national et catholique du mouvement, la seconde sur son caractère ouvrier et revendicatif, la troisième enfin qui insistait sur les valeurs démocratiques et humanistes. Ces trois tendances n'étaient pas alors perçues comme contradictoires mais complémentaires. Elles cachaient l'éclosion de futures divergences.

Tout cela a modifié l'image de la Pologne dans le monde. La Pologne, perçue comme un pays de chevaliers chargeant des chars, ou comme un pays d'ivrognes, de mal-éduqués et d'antisémites, est devenu un pays important, dont on suivait de près l'évolution. On regardait avec respect le courage des Polonais, mais aussi leur sagesse, leur patriotisme et leur sens de l'honneur, ainsi que leur modération et leur réalisme. La révolution polonaise qui s'autolimitait ne cherchait pas le pouvoir en s'accaparant l'Etat. Solidarité préconisait un modèle de démocratie locale, partant de l'entreprise, puis passant par la ville avant d'arriver aux institutions centrales de l'Etat. Il y avait beaucoup de réalisme dans sa démarche, il fallait agir par petits pas et éviter la confrontation ouverte. Mais il y avait aussi beaucoup d'illusions car ce type de démocratie n'a jamais fonctionné nulle part dans le monde.

### **Solidarité a survécu grâce à sa sagesse**

Il est important de souligner que Solidarité était prêt à des compromis. Le pouvoir communiste, sous la pression brutale de Moscou, n'était pas en mesure de proposer un modèle raisonnable de coexistence. Il s'affaiblissait de jour en jour. Pour se protéger, peut-être même pour empêcher une intervention soviétique, il a eu recours à l'ultime argument. Dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981, l'état de guerre a été décrété. Les leaders de Solidarité ont été emprisonnés. Solidarité a été mis hors la loi. Réfugié dans la clandestinité, il a tenu sept ans, il a surmonté les persécutions, les capitulations dramatiques de certains militants, de nombreux départs en exil. Il a survécu grâce à des leaders du mouvement clandestin comme Zbigniew Bujak, grâce à des prisonniers politiques comme Jacek Kuron, Karol Modzelewski, Bronislaw Geremek et Tadeusz Mazowiecki, qui

refusaient de rendre les armes. Grâce aussi à Jean Paul II et aux prêtres héroïques, au soutien de l'opinion mondiale, aux millions de Polonais qui ne voulaient pas renoncer à leur rêve d'une Pologne libre.

Solidarité a également survécu grâce à sa sagesse. Il a lancé la lutte en renonçant à la violence et n'a jamais cessé de déclarer sa volonté de compromis. Il ne s'est pas laissé briser, n'a pas sombré dans l'extrémisme fanatique qui se nourrit du mal qu'on lui inflige et du besoin de vengeance. Il a toujours déclaré depuis août 1980 qu'il voulait bâtir et non détruire. Ce fut sept années de travail clandestin, de répression, de risques quotidiens et d'impuissance. On se racontait souvent une blague, rapportée par nos amis de Prague si j'ai bonne mémoire : «Que faut-il faire pour que l'armée soviétique quitte la Pologne ? Il y a deux possibilités, l'une rationnelle, l'autre tenant du miracle. La première : saint Georges qui a tué le dragon vient en Pologne et chasse l'armée soviétique. La seconde, le miracle, serait qu'elle parte d'elle-même.»

### **Le miracle de la perestroïka**

De notre point de vue, la perestroïka de Gorbatchev fut vraiment un miracle. Au début nous étions sceptiques. Nous n'avions pas de raison de faire confiance aux déclarations d'un leader soviétique. Et puis on n'arrivait pas à y croire. Enfin l'espoir est né. Le ferment en Russie a donné une nouvelle perspective aux changements, en Pologne et dans d'autres pays. Le lien entre la perestroïka et Solidarité était évident. La révolution de Solidarité fut pour le système soviétique ce que la Réforme fut pour l'Eglise catholique, une remise en cause des dogmes de l'institution et non des dogmes de la foi. Aussi le système soviétique a-t-il répliqué par une sorte de Contre-réforme – une réponse assimilant les éléments critiques de la Réforme pour sauver l'institution. Dans les débats soviétiques, on pouvait ainsi entendre les idées prônées lors des événements polonais. On réclamait la vérité sur le passé stalinien, sur la situation économique, on demandait la liberté de parole, le pluralisme, des réformes. Les dirigeants du PC polonais lisaient attentivement les journaux soviétiques. Ce nouveau langage a dû à la fois les inquiéter et les surprendre. En même temps ils ont compris que leur marge de manœuvre s'agrandissait. Les deux dernières vagues de grèves en 1988 ont été pour eux l'ultime sonnette d'alarme. Ils ont alors proposé les négociations de la Table ronde (entre le pouvoir et Solidarité). L'un des résultats a été la légalisation de Solidarité et des élections semi-libres. Solidarité a triomphé ; les communistes ont rendu le pouvoir, tout s'est passé sans une barricade, sans un coup de fusil, sans une victime. L'esprit de 1980 a ressuscité, la lutte pour la liberté sans violence ni haine fanatique. La révolution de Solidarité est alors arrivée à son terme. Et les transformations ont commencé.

Jerzy Jedlicki, historien et journaliste, a écrit quelques années plus tard : «Le mérite de l'opposition anticommuniste des années 70 et 80 a été de garder l'équilibre durant les différentes étapes de la lutte et sa capacité de parvenir à des compromis. Une part du mérite revient au camp adverse, car cette méthode n'aurait jamais marché avec un pouvoir absolu. Aujourd'hui, quand on crache sur la Table ronde, je réplique que cet accord fut un chef-d'œuvre d'art et d'éthique politiques. Ce modèle a peut-être évité des torrents de sang héroïque en Europe de l'Est.» Je partage l'opinion de Jerzy Jedlicki. Mais ceux qui «crachent» sont légion. Pourquoi ? demandent souvent les étrangers. Difficile à comprendre en effet...

Prenons un exemple. Le 1er août 1944 débute l'insurrection de Varsovie, qui après soixante-trois jours de lutte héroïque s'achève par la capitulation de la Pologne et par une catastrophe totale. La fine fleur de la jeunesse polonaise est éliminée, des milliers de civils sont tués, la capitale de la Pologne est quasiment rasée, les gains politiques sont inexistantes. Pourtant aujourd'hui cet acte de patriotisme polonais, payé si cher, est publiquement glorifié, célébré par des monuments. Et le succès de la Table ronde qui a ouvert pacifiquement aux Polonais – et pas seulement à eux – la voie de la liberté est considéré comme un complot infâme et un acte de trahison nationale. Pourquoi les Polonais, demandent les étrangers, ne savent-ils pas être fiers de ce qu'ils ont accompli de magnifique, de courageux, de sage et raisonnable aux yeux du monde entier ? Ne sauraient-ils que rendre hommage aux vaincus, aux morts et aux victimes ?

### **De la lutte pour la liberté à la lutte pour le pouvoir**

Alexis de Tocqueville a écrit un jour : «Quoique nous devrions être habitués à l'instabilité des caractères humains, de si grands changements dans les dispositions morales d'un peuple peuvent surprendre, un si grand égoïsme qui succède à un si grand sacrifice, une si grande indifférence après une si grande passion, une si grande peur après un si grand héroïsme, et tant de mépris pour ce qui fut objet de grands espoirs et qui a été payé si cher.» Souvent je songe aux mots de ce grand penseur français lorsque j'analyse les méandres de l'histoire de la Pologne de ces quinze dernières années, quand le temps de la lutte pour la liberté s'est achevé et

que celui des divisions et de la lutte pour le pouvoir a commencé. Est ainsi arrivée l'époque des promesses démagogiques et des accusations infâmes de trahison, d'affaires de corruption, d'intrigues, de clientélisme, de mépris de la vérité et d'insultes lancées contre les plus méritants. En même temps, ce furent les quinze meilleures années dans l'histoire de la Pologne au cours des trois derniers siècles.

Quel est le bilan des transformations en Pologne ? Les ouvriers qui revendiquaient leurs droits civiques en août 1980 les ont tous aujourd'hui, même si les conditions de vie sont dramatiques et que les propriétaires des entreprises pratiquent plutôt le capitalisme sauvage. Les ouvriers disposent de syndicats libres, indépendants du pouvoir. Les syndicats savent-ils utiliser leurs droits ? C'est une autre affaire. Ont-ils renoncé au mythe de leur ancienne puissance et ont-ils trouvé d'autres formes de protestation que celles du temps de la lutte contre la dictature ? A l'époque, chaque grève, chaque manifestation, chaque barrage routier était un moyen d'affaiblir la dictature ; aujourd'hui il faut chercher d'autres moyens, dans les conditions d'un Etat démocratique. Les syndicats ont-ils renoncé à la rhétorique populiste, aux revendications irréalisables, aux étranges coalitions avec des partis xénophobes et antieuropéens ? Sont-ils en mesure de formuler un programme de défense des intérêts des ouvriers dans le cadre d'une économie privatisée, d'un chômage élevé et de la mondialisation ? Laissons ces questions ouvertes. Ce n'est bien sûr pas un phénomène propre à la Pologne. Tout le mouvement syndical européen est à la recherche d'une nouvelle formule dans une Europe unifiée.

Les agriculteurs jouissent aussi de tous leurs droits. Mais la peur domine face à la concurrence ainsi que devant les changements inévitables dans la structure de la campagne polonaise. Les intellectuels et les artistes ont reçu tous leurs droits. Pas plus que la censure, aucun devoir idéologique ne les contraint plus. Ils écrivent et publient ce qu'ils veulent mais ils s'indignent en voyant l'Etat couper dans les dépenses pour la culture et l'éducation. Leur voix, si forte à l'époque de la dictature, se perd dans la cacophonie des mots et des sons de la culture de masse. L'Eglise catholique a reçu tous les droits et même certains privilèges réclamés sous la dictature. Cependant les prêtres se plaignent que leurs ouailles ne vivent pas selon les critères de l'Eglise. En politique, la voix de l'Eglise a cessé d'être décisive : les fidèles n'écoutent pas les appels des évêques et des curés durant la campagne électorale, et ils votent selon leurs intérêts et leurs opinions.

Ainsi, bien que tous aient obtenu les droits pour lesquels les Polonais ont lutté en août 1980, personne n'est satisfait de la Pologne libre. Dans le livre de Wojciech Kuczok, il y a un monologue du Vieux K. : «Dans quelle époque vivons-nous, des voleurs pillent au grand jour. Si j'avais le pouvoir, j'éliminerais toute cette peste, j'arracherais tout jusqu'aux racines...»

Le mécontentement social se traduit lors de chaque élection parlementaire. C'est d'ailleurs la preuve que le système fonctionne bien : la société a obtenu le droit de changer le pouvoir pacifiquement et elle s'en sert. Le seul problème est qu'après chaque changement on attend un miracle. Or le temps des miracles est bel et bien révolu. D'abord, la chute du gouvernement de Tadeusz Mazowiecki (en novembre 1990) et l'arrivée à la présidence de Lech Walesa (en décembre 1990) devaient être un miracle ; puis l'accession au pouvoir des postcommunistes (en 1993) annonçait un retour nostalgique à l'emploi garanti et aux acquis sociaux de l'époque communiste.

### **Le temps de l'héroïsme est dépassé**

La frustration due au chômage a fait naître une autre frustration, nourrie par la conviction qu'il n'y a pas de justice. De nombreux militants de l'opposition démocratique et de Solidarité éprouvent de la colère devant les réussites financières des anciens apparatchiks. Ils observent une vague de criminalité organisée, la corruption qui se propage, l'égoïsme, le cynisme et l'autosatisfaction des vassaux de l'ancien régime, et ils cherchent les responsables. Souvent ils disent que la révolution de Solidarité a été trahie ou qu'elle n'a pas été achevée ; selon eux, la solution se trouve dans la poursuite des anciens agents de la SB. Ils disent que les comptes n'ont pas été réglés, que la justice n'a pas été faite. Ils ont d'une certaine façon raison : les comptes des souffrances n'ont pas été réglés, le crime n'a pas été puni et la vertu n'a pas été récompensée. Au contraire. L'idée principale de la révolution de Solidarité – la démocratie locale à partir de l'entreprise, passant par la commune et la ville jusqu'aux institutions centrales de l'Etat – a été remplacée par une démocratie parlementaire et par une économie de marché basée sur la propriété privée. Le temps de l'héroïsme qui n'attend rien en retour – l'éthos même de Solidarité – est dépassé. Il a été remplacé par l'esprit d'entreprise et de concurrence. La générosité des bénévoles, la bravoure, l'honneur chevaleresque, sont devenus des marchandises aussi rares que peu appréciées sur le marché polonais. Le calcul, la brutalité, le culot, sont devenus populaires dans ces temps nouveaux. Rien

d'étonnant que les hommes qui, lors de la lutte pour une Pologne libre, ont donné les meilleures années de leur vie, se sentent frustrés.

Mais chaque grande révolution éveille des espoirs et des attentes hors d'atteinte. En ce sens chaque révolution est inachevée ou trahie. Aucune ne fait que les pécheurs sont punis et les justes récompensés. Que les bons esprits nous gardent des révolutions qui ont réglé les comptes des blessures, du bien et du mal, qui se sont achevés. Car la fin, c'est la guillotine ou le peloton d'exécution. Régler les blessures passées ne fait qu'ouvrir de nouvelles blessures, souvent plus pénibles. Il suffit de voir les révolutions des deux derniers siècles. Qui veut une justice parfaite doit savoir que seules les exécutions sont parfaites.

Au début de l'année, l'opinion en Pologne a été bouleversée par la publication d'une longue liste d'anciens fonctionnaires de la police politique, d'agents de la SB et de personnes que la SB a tenté d'engager. Tous les noms étaient mélangés – il était impossible de comprendre selon quelle méthode ils avaient été regroupés. Des dizaines d'hommes ont eu l'impression qu'on leur crachait dessus et ce n'était que le début du spectacle. Depuis, la presse et la télévision publient sans cesse de nouveaux noms d'agents présumés, se fondant sur des archives policières. Choqué, Wladyslaw Frasnyniuk, héros incontestable de la révolution de Solidarité, a écrit : «Je ne peux rester muet quand Lech Walesa se retrouve sous le poteau, accusé de collaboration avec la SB, quand une lustration sauvage (la vérification que quelqu'un n'a pas été un agent en consultant les archives de l'ex-police politique) a été lancée contre plusieurs hommes politiques, le Président, l'ancien et l'actuel Premier ministre, qui avaient déjà subi une procédure de vérification, lorsqu'on va dire que Zbigniew Bujak fut une “porte d'entrée pour la SB” dans la clandestinité.»

Le Fumier de Wojciech Kuczok se termine par un appel : «Que la foudre tombe et détruise tout cela à jamais !» «Mais, écrit Kuczok, au lieu de la foudre, ils ont eu le fumier : soudain, ils ont senti une odeur se répandre dans toute la maison, jusqu'au grenier, ils ont eu peur et ont commencé à se demander “mais qu'est-ce qui peut bien puer ainsi ?”, inquiets que leurs consciences aient commencé à pourrir. [...] Ils sont descendus, ont ouvert légèrement la porte et de l'eau avec de la merde s'est déversée sur le voisin qui habitait tout en bas ; une odeur infecte les a alors frappés. Les femmes se lamentaient en s'évanouissant : Jésus, les égouts sont en train de se répandre...»

Insulter la révolution de Solidarité et ses héros à l'aide des archives de la SB est pour certains un acte héroïque, pour d'autres c'est une grenade lancée dans les égouts: elle tuera certains, en blessera d'autres et tout le monde en sortira en sentant mauvais. Ainsi blessés, frustrés, salis, nous allons fêter le 25<sup>e</sup> anniversaire de la révolution de Solidarité. Il reste à espérer que le corps polonais rejettera le poison de cette histoire faussée et la dérive ignoble de la vie publique. Il reste à espérer qu'après ce déversement de boue on pourra encore retrouver le sens perdu, que nous saurons parler avec sagesse de ce que nous avons osé faire. Car démonter sans effusion de sang la dictature communiste, mettre en place une démocratie parlementaire et une économie de marché, regagner la souveraineté, retrouver la croissance économique, adhérer à l'Otan et à l'UE, assurer des frontières sûres, de bonnes relations avec les voisins et les minorités, ce n'est pas peu...

C'est pourquoi, vingt-cinq ans après août 1980, je me redis ce que le poète polonais Antoni Slonimski m'a appris. La Pologne est un pays d'événements magnifiques et surprenants ; à tour de rôle, l'ange et le diable sont dans le pot polonais. En Pologne tout est possible, même des changements pour le mieux. •

Traduit du polonais par Maja Zoltowska

## Fils et filles de Solidarnosc

*Enfants, ils ont participé au combat de leurs parents, les héros du premier syndicat libre du bloc soviétique. Aujourd'hui adultes, ils sont reconnaissants mais profondément individualistes et libéraux, à l'image de la Pologne.*

Par Véronique SOULE, mercredi 31 août 2005 (Liberation - 06:00) Varsovie et Gdansk envoyée spéciale

"J'ai toujours été vorace, raconte Maciej Kuron en riant. A 7 ans, mes parents m'emmenaient déjà chez un médecin pour me faire maigrir.» Mais, pour échapper au régime, l'enfant trouve la feinte : «Mon père tenait au partage des tâches à la maison. Je me suis mis au fourneau. Comme ça, il était impossible de surveiller ce que je mangeais.» A 45 ans, devenu cuisinier, le fils de Jacek Kuron, figure-phare de Solidarnosc (Solidarité) décédée le 17 juin 2004, grand amateur de thé noir et de whisky, affiche 160 kg pour 1,96 m.

Après avoir dirigé un restaurant à Varsovie, animé des émissions télé et signé plusieurs livres de cuisine devenus des best-sellers, Maciej Kuron s'est mis à son compte avec sa femme qui vient de créer une petite société : Une grande bouffe avec Kuron. Dans sa maison entourée de bois d'Izabelin, à une dizaine de kilomètres de Varsovie, Maciej Kuron, père de quatre enfants, mène ainsi une vie à mille lieux de ce que fut sa jeunesse, à l'ombre du combat de son père, emprisonné neuf ans sous le communisme, et de l'épopée de Solidarnosc.

Il assume pourtant cet héritage et parle avec plaisir de son «*enfance fascinante*». «*Mon père me donnait un pli à porter. Je devais changer plusieurs fois de bus pour semer les flics.*» «*Né dans cette maison-là*», Maciej devient tout naturellement l'un des fondateurs du syndicat étudiant indépendant en 1981 créé dans la foulée de Solidarnosc. Puis il est interné neuf mois, en même temps que ses parents, après l'instauration de l'état de guerre le 13 décembre 1981.

Aujourd'hui, Maciej se félicite de voir le «*pays devenir chaque année plus normal*» et «*les gens plus démocrates*». «*De plus en plus s'engagent pour aider les pauvres*», ajoute-t-il, rappelant la tradition familiale de gauche. Mais «*vacciné*» contre les idéologies, lui préfère l'action individuelle à l'engagement collectif. Il aide un hôpital d'enfants cancéreux en Silésie et une association de jeunes autistes. Lors de ses démonstrations culinaires, il vend aussi «*très cher*» les compotes de pommes d'une association de chômeurs issue d'une ancienne ferme d'Etat. A ses enfants, il a voulu transmettre les valeurs inculquées par son père : «*Le goût de la vérité, l'amour et surtout la tolérance.*» Dans son livre de recettes, il fait côtoyer les poires à la juive, le steak cordon à la lituanienne, les pirojki à la russe...

Les enfants des héros du premier syndicat libre du bloc soviétique sont fiers du combat de leurs parents. Plus que les autres, ils ont conscience de sa portée historique et de son rôle dans l'effondrement du communisme. Aux premières loges durant les années héroïques, ils se souviennent de l'atmosphère enfiévrée d'alors et en ont même souvent de la nostalgie. Mais la plupart fuient la politique, devenue trop sale à leurs yeux, et se replient sur leur vie privée, une réussite et un bonheur individuels auxquels ils estiment avoir droit au nom du combat gagné par leurs aînés.

**Intelligentsia.** «*Je vis dans un pays normal, pourquoi sacrifierais-je ma vie à une cause ? J'aspire à avoir un bon travail, une maison et une famille*», résume Lucja Luczywo, petit bout de femme de 32 ans aux allures juvéniles. Elle est la fille de Witek et Helena Luczywo, engagés dans l'opposition dès les années 70 aux côtés du KOR (le Comité de défense des ouvriers, un groupe d'intellectuels qui a joué un rôle clé dans



la création de Solidarnosc). Sa mère est aujourd'hui rédactrice en chef adjointe du principal quotidien *Gazeta Wyborcza*. Lucja, elle, termine un doctorat de sociologie, sur «L'ethos de l'intelligentsia au sein de la génération de la transition» (allusion à la transition à la démocratie engagée en 1989, ndlr).

Leur enfance fut chahutée, marquée par les perquisitions et les rafles de la SB (la police politique communiste), par les absences des parents embarqués pour interrogatoires, emprisonnés ou campant sur place lors des grèves... Tous affirment qu'ils n'auraient pas voulu une autre enfance que celle-là, remplie de personnages qui voulaient changer le monde. Mais les gamins esseulés et ballottés, souvent stigmatisés en raison de l'engagement de leurs parents, une fois devenus grands, aspirent à la normalité.

Le pire souvenir de Lucja Luczywo, c'est son institutrice des deux premières années d'école. *«Responsable du PC au sein de l'établissement, elle me détestait, raconte-t-elle. Un jour, elle a découvert de l'argent dans ma trousse. Je l'avais trouvé par terre chez moi. Mais elle ne m'a pas crue. Elle m'a fait mettre debout face aux élèves et m'a traitée de voleuse.»* Lucja se souvient aussi des rendez-vous secrets dans un parc avec sa mère qui se cachait pendant l'état de guerre, de ses disparitions, plus tard, durant deux à trois jours pour préparer l'hebdomadaire clandestin de Solidarnosc.

A Varsovie, les enfants des opposants historiques, notamment ceux issus du KOR, sont souvent liés d'amitié. Soudées dans la lutte anticommuniste, les familles passaient des vacances ensemble. Aujourd'hui, les enfants se retrouvent au sein des nouvelles élites, une caste de privilégiés qui, grâce aux places acquises par leurs parents lors du changement de régime mais aussi aux exigences intellectuelles courantes dans ces milieux, ont connu de formidables *success stories*.

*«Je suis jeune, riche et heureux. Parfois, j'ai l'impression de ne pas avoir rencontré de difficultés dans ma vie»*, confie Kuba Celinski, 32 ans, avec une pointe de regret. Fils d'Andrzej Celinski, un ancien du KOR qui siégeait à la direction de Solidarnosc, il vient d'être promu «partenaire» au sein du premier cabinet d'affaires international Baker and McKenzie. *«Je peux tout m'offrir, des vacances, une voiture, des voyages»*, explique Kuba qui ne gagne pas moins de 10 000 euros par mois.

Depuis que son père, au nom de valeurs de gauche, a rejoint le camp des post-communistes rebaptisés sociaux-démocrates, Kuba ne parle plus politique avec lui. *«On ne se comprend pas. Comment a-t-il pu basculer de l'autre côté ?»* Mais il n'oublie pas ce qu'il lui doit. *«Je vois tout ce que l'on vit aujourd'hui comme un miracle, dit-il. Mes deux jeunes frères, qui ont moins de souvenirs, sont moins sensibles à la liberté gagnée. Les choses sont aussi déjà plus difficiles pour eux en raison du chômage (18 % au niveau national, ndlr).»*

**Mémoire.** Kuba Celinski reflète les paradoxes de cette nouvelle Pologne, moderne et dynamique, proaméricaine et aux réformes ultralibérales, mais aussi encore engluée dans le passé. Porteur de la mémoire de Solidarnosc, il admire Lech Walesa. Libéral à la façon occidentale, il défend l'adoption d'enfants par les couples homosexuels. Adeptes d'une économie de marché, il voudrait aussi plus de social et d'ordre. Il rêve par exemple d'*«être avocat pour une association dans des affaires d'immigration illégale je l'ai déjà fait, c'est passionnant et la Pologne est un pays trop homogène qui doit s'ouvrir aux autres»*.

*«"Noblesse oblige"», dit en français Anna Blumsztajn. Lorsque je regarde la biographie de mon père, je me sens redevable.»* A 28 ans, elle a passé la moitié de sa vie en France, de 1981 à 1995 : son père, Seweryn Blumsztajn, un historique du KOR et de Solidarnosc, s'était retrouvé bloqué à Paris par l'instauration de l'état de guerre et n'avait pu rentrer qu'en 1989. Aujourd'hui, il dirige l'édition cracovienne de *Gazeta*. Anna, elle, fait un doctorat de politique sociale, une étude comparative entre la France et la Pologne sur l'impact du système fiscal sur les inégalités sociales.

De l'héritage de Solidarnosc, elle ne voit guère que le gâchis, les déchirures entre anciens camarades de lutte des années 90, la lutte sans merci pour le pouvoir, enfin la remise en cause aujourd'hui de la transition négociée et pacifique de 1989 avec les appels revanchards à la «lustration» (la publication prônée par la droite des dossiers de la SB pour démasquer ses anciens agents dans la vie publique). *«Où sont passés les*

*idéaux d'antan, la belle révolution raisonnable de Solidarnosc ?*» Désabusée, Anna a trouvé des causes à défendre loin de la politique. Elle aide une association qui milite pour la réouverture de classes maternelles dans les campagnes fermées avec les faillites des fermes d'Etat. Plus tard, elle voudrait travailler dans l'action sociale.

A quatre cents kilomètres de là, sur la côte baltique, Sebastian Pienkowski, 31 ans, a gardé intacts ses souvenirs de la grande époque de Solidarnosc, en 1980-1981. *«Je n'ai jamais senti depuis un tel bonheur émanant des gens»*, dit-il. Sa mère Alina Pienkowska, une infirmière de Gdansk, était de toutes les luttes, dormant dans les chantiers navals lors des grèves. Il se rappelle sa fierté lorsqu'un jour son grand-père l'y a conduit pour la voir et qu'il a soudain entendu sa voix au mégaphone. Psychothérapeute à Gdynia, ville qui touche Gdansk, Pienkowski travaille pour une association qui accueille les personnes en crise (alcoolisme, tentatives de suicide, etc.), et a créé sa propre fondation, *«pour l'épanouissement personnel»*. Pour lui, Solidarnosc a accompli une oeuvre formidable en faisant tomber le régime sans une goutte de sang. *«Mais il manque aujourd'hui l'enthousiasme, le sentiment de construire quelque chose ensemble, regrette-t-il. Peut-être cela va-t-il ressurgir. Il s'est ainsi passé quelque chose avec la mort de Jean Paul II, les gens se sont retrouvés autour de quelque chose de commun.»*

**«Numéro quatre».** Au dernier étage de la Tour verte, édifice du style de la Renaissance hollandaise alloué par la municipalité pour accueillir le bureau de Lech Walesa, Jaroslaw, 28 ans, met la dernière touche à l'emploi du temps de son père, particulièrement chargé pour ce 25e anniversaire de Solidarnosc. *«Je suis le numéro quatre»*, précise-t-il d'emblée avec l'accent du Massachusetts, allusion au fait qu'il est le quatrième des garçons suivi par quatre filles. Jaroslaw, qui a passé huit ans aux Etats-Unis, en particulier au fameux Holy Cross College, est l'assistant de son père depuis deux ans. De petites lunettes lui donnant l'air intellectuel, pâle et frêle, il est aussi cassant que Lech Walesa affiche des airs joviaux.

Jaroslaw assure que son nom ne lui pèse pas. *«J'assume.»* Il a décidé de se lancer en politique. En tête de son programme, des formations plus adaptées pour les jeunes touchés par le chômage et des aides publiques pour les industries high-tech, l'avenir selon lui : *«Durant la Grande Crise, les Etats-Unis ont bien subventionné la construction d'autoroutes.»* Il se présente aux législatives de septembre sur la liste de la Plateforme civique, parti libéral bien placé dans les sondages. *«J'attends beaucoup de mon fils cadet»*, écrivait déjà en 1984 son père dans son autobiographie.

Fille unique du général Jaruzelski, Monika, 41 ans, s'est lancée dans la mode. Styliste en vogue, elle conseille la candidate à la présidentielle d'octobre du Parti démocrate, créé autour des anciens opposants. Elle évite de se prononcer sur le rôle de son père, le général aux lunettes noires qui décréta l'état de guerre avant de siéger, huit ans plus tard, à la table ronde, prélude à première transition pacifique à l'Est. Ce fut *«difficile de me construire une identité, confiait-elle récemment à l'hebdomadaire Viva. Peut-être qu'un jour mon fils (d'un an et demi) trouvera trop lourd de porter ce nom et optera pour celui de son père»*. Comme les héritiers de l'autre camp, Monika tente de vivre normalement, laissant son père se dépêtrer avec son encombrant héritage.

## Solidarnosc, le désenchantement en trompe l'œil

Sylvie Kauffmann, LE MONDE | 30.08.05 | 13h35

Lech Walesa va rendre sa carte à Solidarnosc, un syndicat de travailleurs auquel il n'a plus guère de raisons d'adhérer. Adam Michnik, le brillant conseiller de Solidarité devenu patron de presse, s'est mis à l'écart des festivités du 25<sup>e</sup> anniversaire des accords de Gdansk qui, le 31 août 1980, donnèrent naissance au premier syndicat indépendant du monde communiste.

Jacek Kuron, son compère, génial tacticien de la "table ronde" qui devait signer la perte du pouvoir communiste en 1989, a succombé en 2004 à un cancer.

Et Karol Wojtyla, ce pape polonais dont le premier voyage dans sa terre natale, en 1979, enhardit tant de ses compatriotes qu'ils trouvèrent presque naturel, l'année suivante, de participer en masse à la création de Solidarité, a disparu à son tour, laissant une Pologne orpheline.

Ces jours-ci, Adam Michnik distille sa perplexité dans une puissante analyse empreinte d'amertume que vient de publier son quotidien *Gazeta Wyborcza*, sous le titre "*A la recherche du sens perdu*". Il y parle du succès littéraire du moment, signé d'un jeune homme qui a grandi avec Solidarité, Wojciech Kuczok ; Kuczok dépeint ses contemporains de 2005, une société polonaise triste et médiocre, "*pourvue de racines et de branches mais vide en son milieu*" et repliée sur elle-même. Michnik refuse cette vision, comme il rejette la lecture négative de l'histoire de Solidarité à travers une chasse aux prétendus collaborateurs.

Les Polonais ne sont pas connus pour leur propension immodérée à l'optimisme et cet anniversaire ne démentira pas leur réputation. Du taux de chômage le plus élevé de l'Union européenne (près de 18 %) à l'émiettement de partis politiques dans lesquels on cherche en vain le souffle de l'épopée glorieuse de 1980-1989, les raisons du désenchantement ne manquent pas.

Plutôt que de se complaire dans l'idée qu'il passera à la postérité comme le premier chef de gouvernement non communiste du bloc de l'Est, Tadeusz Mazowiecki, à 78 ans, dissèque les erreurs qu'il aurait peut-être pu éviter si seulement il y avait eu un précédent à cette expérience historique de transition à l'économie de marché.

L'ironie a voulu que "*Solidarité, un mouvement syndical, culturel et religieux, devienne le constructeur du capitalisme de la Pologne*", souligne Aleksander Smolar, qui fut le conseiller politique de M. Mazowiecki. Certains ne reculent pas devant le mot de trahison à propos de la classe ouvrière.

Mais Aleksander Smolar relève aussi que si, dans les enquêtes d'opinion, les Polonais se disent volontiers pessimistes lorsqu'on les interroge sur le sort de leur pays en général, ils sont en revanche beaucoup moins sombres quant à leur propre sort individuel, allant même jusqu'à se déclarer "heureux". Il est d'ailleurs symptomatique que, dans le kaléidoscope politique polonais actuel, aucun parti ne revendique le retour à la République populaire de Pologne, contrairement à ce qui se passe en Russie. On ne lit pas, aujourd'hui sur les murs de Varsovie, "sous Jaruzelski on vivait mieux", en écho aux graffitis qui fleurirent autrefois sur les murs de Madrid, "*con Franco se vivia mejor*".

### **CREDO DÉMOCRATIQUE**

Vingt-cinq ans après la naissance de Solidarnosc, la Pologne est donc une démocratie stable, membre à part entière de l'Union européenne. On aurait mauvaise grâce de reprocher aux Polonais d'être aveugles à la dimension historique de cette évolution alors que, de ce côté-ci de l'ancien rideau de fer, le doute s'est

emparé des pays membres fondateurs de l'Union. L'image du valeureux Polonais a tellement changé en France en vingt-cinq ans que Bronislaw Geremek, aujourd'hui eurodéputé, se trouvait obligé de rappeler, dimanche 29 août sur France-Culture, que *"le premier plombier polonais était Marie Sklodowska-Curie"*. Et pourtant, quel chemin parcouru !

Les milliers de militants raflés par les soldats du général Jaruzelski une froide nuit de décembre 1981 imaginaient-ils que, si peu de temps après, leur pays non seulement aurait recouvré pacifiquement son indépendance mais aurait en prime accédé au club fermé de l'Europe ? Si fermé que leurs amis de l'Ouest s'étaient ingéniés un temps à imaginer toutes sortes de succédanés, comme le projet de Confédération cher à François Mitterrand, pour les garder à distance respectueuse...

Aujourd'hui, non seulement la Pologne est membre de l'Union européenne mais à certains égards elle a aussi renoué, par une audacieuse politique de soutien à la démocratisation à l'Est, avec un activisme au sein même de l'Europe des 25 qui n'est pas totalement étranger au rôle de pionnier que Solidarnosc avait joué en 1980 vis-à-vis du reste du bloc socialiste.

En Ukraine l'hiver dernier, en Biélorussie aujourd'hui, la classe politique polonaise exporte volontiers son credo démocratique. Lech Walesa comme Aleksander Kwasniewski, l'ancien membre du comité central du Parti communiste polonais devenu président de Pologne en se flattant de n'avoir jamais lu un manuel de marxisme-léninisme, se sont rendus à Kiev pour encourager la révolution orange. Varsovie a même joué un rôle moteur à Bruxelles pour entraîner la diplomatie européenne dans son soutien ouvert à l'équipe de Viktor Iouchtchenko face à un adversaire soutenu par Moscou.

## L'HÉRITAGE

Il y a bien là un lien avec l'héritage de Solidarité. La génération aujourd'hui au pouvoir en Pologne, reconnaît M. Smolar, appartient à une classe d'âge, à une classe intellectuelle et politique qui a été imprégnée par la culture d'opposition démocratique et de résistance à l'URSS. Pour des raisons évidentes, la sensibilité antitotalitaire est plus forte dans la nouvelle Europe. L'un des candidats aux élections du 7 octobre, Donald Tusk, un ancien de Solidarité, ne vient-il pas de redorer son blason en allant soutenir la minorité polonaise en Biélorussie, très active dans l'opposition au président Loukachenko ? Il est, depuis, en hausse dans les sondages.

C'est aussi cette fidélité à l'idéal démocratique des années 1980, et au soutien sans faille apporté à Solidarité par les Etats-Unis, qui explique en grande partie l'alignement de la Pologne sur la position américaine lors de l'invasion de l'Irak, si mal perçue par ses partenaires européens.

Enfin, la longue et douloureuse histoire des relations polono-russes, et surtout polono-soviétiques, fait aussi partie de l'héritage de Solidarité, et il est rare qu'un commentateur polonais évoque la politique orientale actuelle de Varsovie sans mentionner dans le même souffle l'évolution à Moscou. On cite volontiers, à Varsovie, cette phrase de l'ancien conseiller du président Carter, Zbigniew Brzezinski : *"La Russie sans l'Ukraine, c'est une hypothèse démocratique ; la Russie plus l'Ukraine, c'est un empire."* D'où l'intérêt réel de la Pologne pour que l'entreprise démocratique réussisse chez son voisin ukrainien.

L'activisme de la Pologne en la matière comporte aussi des risques. Son soutien à l'opposition démocratique biélorusse n'est pas sans conséquences diplomatiques, comme en témoigne la série d'incidents, entre expulsions et agressions, qui a assombri ces derniers temps les relations entre Moscou et Varsovie.

De 1980 à 1990, le mouvement a connu diverses phases du soviétisme. *"Sciemment ou non, Gorbatchev participait à une entreprise de destruction"*, souligne aujourd'hui Bronislaw Geremek. *A présent, nous sommes face à une volonté de reconstruction impériale à Moscou, et la Russie voit dans la Pologne l'avant-garde européenne de l'opposition à ses desseins."* Là encore, les héritiers de Solidarité sont en terrain familier.

## En Pologne, les cérémonies du 25<sup>e</sup> anniversaire à Gdansk sortent Lech Walesa de l'oubli

LE MONDE | Mis à jour le 30.08.05 | 21h38. VARSOVIE de notre correspondant

Ce sont des mots que Lech Walesa attendaient depuis longtemps et qui tombent bien avant qu'il ne quitte définitivement la scène à l'issue des cérémonies du 25<sup>e</sup> anniversaire des accords de Gdansk. Une phrase qui lui donne raison d'avoir invité l'ex-communiste Alexandre Kwasniewski aux cérémonies. *"Il y a vingt-cinq ans, je n'étais pas du même côté de la barricade que vous, mais aujourd'hui je suis sûr que votre vision de l'avenir était juste"*, a reconnu, lundi 29 août, le président Kwasniewski en ouverture de la conférence intitulée "De la solidarité à la liberté". *"Nous vivons dans une Pologne libre grâce à vous"*, a-t-il ajouté.

Les deux hommes s'étaient déjà réconciliés au début du mois d'avril lors des obsèques de Jean Paul II. Mais l'hommage public du président polonais est appuyé. Il est aussi sans conséquences politiques puisque le chef de l'Etat en exercice ne peut pas se représenter à un troisième mandat en octobre et que "l'électricien de Gdansk" ne pèse plus rien sur la scène politique.

Lech Walesa, 62 ans, doit toutefois en tirer une certaine satisfaction personnelle, avant de rendre la carte du syndicat qu'il a créé au risque de sa vie il y a vingt-cinq ans. Et il y a bien longtemps que le premier président de la Pologne démocratique (1990-1995) n'avait pas ainsi occupé le devant de la scène médiatique. L'homme, cabotin, était tombé dans l'oubli après sa calamiteuse campagne présidentielle de 2000 (0,8 % des voix). Mercredi 31 août, il devrait être au centre de toutes les attentions pour le point culminant des cérémonies dans son fief de Gdansk, entouré d'une vingtaine de chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers qui ne manqueront pas de rendre hommage à son action dans la chute du communisme.

Lundi, le vieux renard est remonté à la tribune du Parlement. *"Aucune trahison ni manipulation n'a eu lieu"*, a-t-il martelé. Le Prix Nobel de la paix de 1983 répondait à certains de ses anciens compagnons de route qui soutiennent que la table ronde pouvoir-opposition de 1989 dissimule un marchandage avec les communistes leur garantissant l'impunité après le changement de régime.

Lech Walesa a toutefois reconnu que le prix à payer pour la liberté de la Pologne avait été très élevé. Durant le communisme, à cause de la répression policière, et après, les réformes économiques envoyèrent au chômage nombre de militants de son propre mouvement.

Chef d'orchestre de la thérapie économique de choc appliquée en 1990 et 1991, Leszek Balcerowicz, gouverneur de la banque centrale, a défendu, lundi, les mesures prises à l'époque. *"Les travailleurs polonais et Ukrainiens en étaient à l'époque au même stade, a rappelé l'ancien ministre de l'économie, mais la situation d'un mineur polonais est aujourd'hui bien meilleure que celle d'un mineur ukrainien."*

**Christophe Châtelot**

## "Solidarité appartient à l'Europe tout entière"

LE MONDE | 30.08.05 | 14h10 • Mis à jour le 30.08.05 | 14h10

### **Wladyslaw Frasnyniuk, vous êtes président du Parti démocratique et un des anciens dirigeants clandestins de Solidarité pendant l'état de guerre. Pourquoi ce 25<sup>e</sup> anniversaire de la signature des accords de Gdansk prend-il un tel relief ?**

Il est important de se rappeler l'esprit d'unité, de tolérance et d'ouverture qui a animé les événements d'août 1980. L'insurrection organisée par Solidarité est l'une des rares de notre histoire à avoir réussi. En Pologne on se souvient surtout des tragédies. Enfin, si le monde entier nous respecte, c'est grâce à ce combat. Et puis nous sortons de quinze années de douloureuses transformations politiques, économiques et sociales qui ont accouché d'une société pourrie par la pauvreté, dominée par un pragmatisme glacé où l'argent est la valeur suprême, où l'enrichissement personnel y compris en politique est la règle. La société est démoralisée. Cet anniversaire doit donc souligner qu'il existe des valeurs et une énergie positives indispensables pour que la société progresse. Il est important que les Polonais aient conscience de ce qu'ils ont apporté à la liberté en Europe.

### **Est-ce que l'invitation du président Alexandre Kwasniewski, un ex-communiste, est le signe d'une unité retrouvée ?**

Je suis l'un des militants de Solidarité qui a passé le plus de temps en prison. Je suis la preuve vivante que la démocratie peut offrir une nouvelle vie politique, une deuxième chance. C'est aussi le cas pour (*le président*) Kwasniewski ou pour tous ceux qui n'ont pas eu le courage de se battre à l'époque pour la démocratie. Solidarité appartient à la société tout entière. Tout comme elle appartient à l'Europe centrale et orientale, à l'Ukraine, la Biélorussie, l'ex-Yougoslavie ou encore l'Amérique latine. Pourquoi alors la refuser au président Kwasniewski ?

### **L'actuel syndicat Solidarité poursuit-il l'action du mouvement d'avant 1989 ?**

Solidarité a oublié ses racines. Ce n'est plus un mouvement moderne comme dans les années 1980. J'aurais aimé que le syndicat s'associe au processus de privatisation après 1989. Un syndicat moderne se bat pour créer des emplois stables. Aujourd'hui, les syndicats sont pratiquement absents du secteur privé. Leurs fiefs sont dans des secteurs qui grèvent l'économie du pays tels que les mines.

### **N'est-ce pas le populisme et le radicalisme qui risquent de canaliser le mécontentement ?**

Il y a en Pologne environ 20 à 25 % de radicaux (*ex-communistes, populistes, nationalistes...*). Mais la société polonaise devient plus pragmatique. Nous vivons dans une économie de marché concurrentielle. Le problème est que les hommes politiques ont perdu le sens des responsabilités et que les gens qui ont réussi ou bien les jeunes ne veulent pas s'engager politiquement. Nous vivons encore dans une société post-esclavagiste typique. Pendant cinquante ans nous étions puni pour nos initiatives. Il fallait renoncer à ses ambitions, ses opinions. Tout était la faute des juifs, des francs maçons... Cela a survécu.

**Propos recueillis par Christophe Châtelot**

## Vingt-cinq ans après les grèves de Gdansk, les héros sont fatigués

LE MONDE | Mis à jour le 29.08.05 | 13h59

Adam Michnik, Bronislaw Geremek, Tadeusz Mazowiecki, Wladyslaw Frasyniuk, Zbigniew Bujak : autour de Lech Walesa, ces hommes forçaient le pouvoir communiste, avec les accords de Gdansk du 31 août 1980, à reconnaître l'existence de Solidarité, le premier syndicat libre à l'est du rideau de fer. Aujourd'hui marginalisés, certains préparent tout de même les élections présidentielle et législatives de l'automne. D'autres se sont retirés de l'arène politique. *Le Monde* 2 les a rencontrés : espoirs et doutes, attentes et déceptions de ceux qui ont contribué à forger la Pologne actuelle.

Midi pile, le 4 juin 2005, dans la cour d'une ancienne redoute de la citadelle de Varsovie, construite à l'époque de l'occupation russe. Sous un soleil de plomb, les dirigeants du Parti démocratique présentent le candidat qu'ils ont choisi pour les représenter à l'élection présidentielle de l'automne. Ce Parti démocratique, récemment créé, n'est qu'une nouvelle mouture de l'Union de la liberté, une formation qui hébergeait la plus forte concentration des "élites" de Solidarité, de ceux qui ont accouché la nouvelle Pologne. Il y a là Tadeusz Mazowiecki, qui fut le premier chef d'un gouvernement démocratique, Wladyslaw Frasyniuk, un des anciens dirigeants clandestins du syndicat à l'époque de l'"état de guerre", désormais président du Parti démocratique. Pas mal de monde, mais pas vraiment foule. Quelques jeunes filles largement décolletées, quelques acteurs, la presse et la télé, de la musique, et d'autres anciens : Bronislaw Geremek, actuel député européen, ancien ministre des affaires étrangères, Jan Litynski, un ancien du KOR (le Comité de défense des ouvriers, créé en 1977).

Le jour et l'heure n'ont pas été choisis au hasard. Seize ans plus tôt exactement, le 4 juin 1989 s'étaient tenues les premières élections partiellement libres depuis la guerre. Une affichette éditée par Solidarité montrait un Gary Cooper arrivant à "midi pile" (*High Noon*, titre original du *Train sifflera trois fois*, de Fred Zinnemann) pour le règlement de comptes final. Et le miracle, inespéré, s'était produit : tous les candidats de Solidarité (ils avaient tous posé auprès de Walesa sur leurs affiches de campagne) avaient été élus... Les communistes, en dépit des 65 % de sièges qui leur étaient garantis, avaient pris une claque mémorable et définitive. Dans une Europe où le rideau de fer était toujours bien en place et les Ceausescu et autres Honecker toujours au pouvoir, la Pologne avait ouvert la voie dans laquelle toutes les autres démocraties populaires allaient sous peu s'engouffrer.

### "AU LIEU DE LA DÉMOCRATIE, L'ARGENT"

Beaucoup d'eau a coulé depuis. Les hommes et les femmes de Solidarité se sont divisés. Walesa a écrasé Mazowiecki à la première élection présidentielle, en 1990, avant d'être battu à son tour par un ex-communiste rhabillé de neuf, l'actuel président Aleksander Kwasniewski, dont le second mandat arrive à son terme. Les anciens opposants au régime, les anciens militants du syndicalisme libre, se retrouvent désormais dans une multitude de partis, situés de la droite au centre gauche, qui vont s'affronter aux élections législatives, prévues également pour l'automne.

Mais c'est bien ici, dans la cour de ce petit fortin, qu'est en principe représenté, à son état le plus pur, l'esprit qui porta Solidarité : l'idéal d'une société libre, démocratique, solidaire. Et qui donc ces héros d'un autre temps ont-ils choisi, in extremis, pour les représenter à l'élection présidentielle ? Une femme, Henryka Bochniarz. Mais une femme qui est surtout connue pour présider une des principales organisations du patronat polonais. Par ailleurs ancienne communiste, membre du parti pendant l'"état de guerre" (au moment où les dirigeants de Solidarité étaient en prison) et jusqu'en 1991... Etrange choix. Les anciens de l'opposition démocratique n'ont-ils d'autre candidat à présenter qu'une représentante du business, communiste reconvertie, même si elle est par ailleurs énergique et respectée ? Est-ce ainsi qu'ils

peuvent retrouver les faveurs d'un électorat dégoûté par les connexions trop voyantes, dans la Pologne d'aujourd'hui, entre les affaires et la politique, par tous ceux qui n'ont toujours pas digéré l'oubli des idéaux sociaux et éthiques du premier syndicat "libre" ? *"Au lieu de la démocratie, l'argent. Au lieu d'une grande idée, l'argent (...). Au lieu de la dignité, de l'honneur et de la solidarité, l'argent."* C'est Adam Michnik, une autre grande figure de l'ex-opposition, qui l'écrit. En principe, il parle de l'époque de la Restauration française, et du dégoût qu'elle inspirait à Stendhal. Mais l'"essai" qu'il a publié dans les colonnes de son journal, *Gazeta*, est ostensiblement à double sens. Ce pays où *"disparaissent les gens qui portent une idée, et où s'avancent ceux qui font carrière"*, ce pays où tout se vend, où le grand souffle napoléonien a laissé la place à la médiocrité affairiste, c'est sans doute la France de 1820, mais c'est surtout la Pologne d'aujourd'hui, vue par un Michnik étrangement amer. Un Michnik qui refuse de nous parler – *"je suis en dehors de tout"* – et qui a même pris ses distances avec son propre journal. Ce tout petit *"journal électoral"*, créé précisément au printemps 1989 pour relayer les idées des candidats de Solidarité, et qui est devenu en quelques années une énorme success story, un *"énorme business"*, comme Michnik lui-même le soulignait il y a quelques années. Mais qui désormais a cédé sa place de premier quotidien polonais à un tabloïd plutôt nauséabond lancé par un groupe de presse allemand, Springer.

## UN MONDE POLITIQUE MALADE

La Pologne, décidément, a bien changé. Mais le tableau est-il aussi noir que veut bien l'écrire Adam Michnik ? Non, répond Bronislaw Geremek, aujourd'hui installé dans un vaste appartement moderne – cela fait belle lurette qu'il a quitté son antre de la vieille ville encombré de livres et où il était constamment sur écoute, du temps de l'ancien régime. *"Le texte d'Adam est brillant, mais ce n'est pas une analyse politique juste."* Pour le professeur diplomate, ce n'est pas la Pologne qui est malade, mais le monde politique polonais. Avec une corruption pas forcément pire qu'ailleurs, mais qui est devenue *"un problème fondamental du débat public"*. Ce qui nourrit les extrémismes, les partis populistes, mais aussi les programmes autoritaires. En particulier celui des frères Kaczynski, des jumeaux, eux-mêmes anciens de Solidarité, qui dirigent le parti le mieux noté dans les sondages d'opinion, Droit et justice. Ils réclament le rétablissement de la peine de mort ; ils veulent surtout balayer ce qu'on appelle en Pologne la *"troisième république"* (celle qui est née en 1989 avec le retour de la démocratie) et agitent l'idée d'un état d'exception. Un programme que Geremek juge *"jacobin"*, voire *"bolchevique"*. Pour lui, la *"troisième république"* – la Pologne d'aujourd'hui – n'est pas à jeter. Certes, Solidarité était *"une révolution morale"*, et il ne pensait pas qu'elle conduirait à une société où *"l'argent est devenu le critère unique"*, où *"les remarquables succès macro-économiques du pays accentueraient à ce point les contrastes sociaux, créant un sentiment d'injustice"*. Mais, avec tous ses défauts, ses *"pathologies de haine et d'envie"*, elle est bien un pays *"libre et indépendant"*. Ce pays dont il rêvait jadis, dans l'opposition, sans espérer jamais le voir de son vivant. *"La Pologne va mieux que les Polonais ne le disent."* Cette fois, c'est Tadeusz Mazowiecki qui parle. L'intellectuel catholique qui avait ferrailé pendant des décennies avec les communistes, dans les limites tolérées par le système, est à présent un vieux monsieur de 78 ans, mais il n'a pas changé. Il parle toujours aussi lentement, en choisissant soigneusement ses mots, et affiche une modération de propos parfois encanaillée d'une lueur d'ironie. C'est lui qui, en tant que premier ministre, a dû assurer la transition entre le régime socialiste et la démocratie, lui qui a assumé le lancement de réformes économiques radicales (le plan Balcerowicz) qui ont propulsé rapidement la Pologne en tête du développement économique de la région, mais aussi suscité un immense désarroi, une profonde déception, en particulier dans la classe ouvrière, qui avait fourni les gros bataillons de Solidarité. Il l'avait payé cher, avait subi une défaite humiliante à l'élection présidentielle. Un peu plus de vingt ans après, Mazowiecki apparaît pourtant dans les sondages comme le meilleur premier ministre qu'ait connu la Pologne démocratique. L'incarnation de la probité, du refus des compromissions, d'une indépendance d'esprit qu'il avait aussi manifestée pendant la guerre de Bosnie, quand il avait démissionné de ses fonctions de délégué spécial de l'ONU, scandalisé par la lâcheté des Occidentaux après le massacre de Srebrenica.

## DES DIFFICULTÉS SOCIALES NON RÉSOLUES

Que pense-t-il aujourd'hui de l'état de son pays ? Il est à la fois *"content et déçu"*. Content, parce que *"c'est une démocratie ouverte, avec une forte démocratie locale, bon nombre d'organisations non*



*gouvernementales*" (il nous reçoit, comme d'habitude, au siège de la Fondation Schuman [qui soutient les nouvelles démocraties européennes] qui lui réserve depuis des années un bureau). Et puis ses compatriotes sont encore, à l'occasion, capables d'impressionnantes manifestations d'unité nationale. La plus récente, celle qui a suivi la mort du pape, a même *"dépassé toutes ses attentes"*, avec ces immenses rassemblements de jeunes qui s'étaient spontanément contactés par SMS pour se retrouver et se recueillir ensemble. Cette disparition, par parenthèse, n'a pas seulement secoué la jeunesse, la *"génération Jean Paul II"*, mais a aussi eu de curieux effets sur certains personnages politiques. Ainsi Lech Walesa et son successeur ex-communiste Aleksander Kwasniewski se sont-ils publiquement réconciliés, à Rome et en présence de Mazowiecki. Depuis, ils affichent les meilleures relations du monde. Walesa, qui nourrissait jusque-là le plus total mépris pour l'actuel président, a exigé qu'il soit invité à la célébration solennelle du 25<sup>e</sup> anniversaire des accords de Gdansk, le 31 août, et en attendant il l'a invité chez lui, pour sa fête, laquelle est du coup devenue une manifestation d'unité nationale... Mais alors, par quoi donc l'ancien premier ministre est-il déçu ? Par le spectacle offert par le monde politique, et surtout par l'incapacité du pays à résoudre les difficultés sociales, l'exclusion, le chômage (18 % en moyenne, avec, dans certaines régions, des niveaux catastrophiques, 35 % au nord de la Mazurie). Il en prend sa part de responsabilité : *"Sans doute quelques erreurs ont-elles été commises, mais personne n'avait l'expérience de la transition entre le socialisme et le capitalisme. Si j'avais su qu'il y aurait 18 % de chômeurs, je serais peut-être allé moins vite."* Mais on ne refait pas l'histoire, surtout quand elle a tout bousculé. Entre le moment où Mazowiecki est apparu, en août 1980, au chantier Lénine de Gdansk, en tant qu'*"expert"*, auprès des ouvriers en grève, et la naissance de Solidarité, premier mouvement indépendant du monde communiste, il ne s'était écoulé que quelques semaines. Et après les élections décisives du printemps 1989, il n'imaginait pas qu'il puisse s'agir d'autre chose que d'*"élargir le champ des libertés"*. Mais deux mois plus tard, quand il a pris la tête du gouvernement – le général Jaruzelski, l'homme qui l'avait fait interner au moment de l'*"état de guerre"*, étant toujours président –, il a acquis la conviction qu'un vrai changement, la démocratie et la liberté *"étaient possibles"*. Aujourd'hui encore, il entend lutter contre le *"sentiment d'impuissance"*. Cette *"troisième république"*, qu'il a portée sur les fonts baptismaux, il voudrait en *"corriger les défauts"*, mais surtout pas la détruire au profit d'un *"modèle autoritaire de type sud-américain"*.

## RÉVÉLÉS DANS UNE SITUATION D'EXCEPTION

Changement de décor, changement de génération : on est au siège du Parti démocratique, avec son président, Wladyslaw Frasyniuk. Il respire l'énergie, la confiance – lui qui a la lourde tâche d'essayer de faire revivre une formation dont la précédente mouture (l'Union de la liberté) n'a même pas réussi à entrer au Parlement. Frasyniuk, c'est l'un de ces ouvriers (il était mécanicien) qui n'avaient pas froid aux yeux quand il fallait se battre contre le système communiste. Pendant l'*"état de guerre"*, alors qu'il était recherché par toutes les polices, il se payait le luxe de distribuer lui-même des tracts dans les tramways... En prison, il s'était très vite fait adopter par le *"milieu"*, les voleurs et les assassins, ses codétenus. La prison était sa *"deuxième maison"*, persuadé qu'il était que le succès contre ce régime était hors de portée. *"Moi, je suis un représentant du socialisme"*, explique celui qui dirige un parti tenu aujourd'hui pour élitiste. Il rappelle que ses parents se sont rencontrés *"pendant un défilé du 1<sup>er</sup> Mai"*. Et que Solidarité, incontestablement, portait des *"valeurs de gauche"*. Alors pourquoi avoir choisi, pour la prochaine élection présidentielle, cette représentante du monde des affaires, par ailleurs ex-communiste ? Parce qu'aujourd'hui *"80 % des Polonais travaillent dans le secteur privé"*. Parce qu'à Wroclaw (sa ville d'origine), en août 1980, *"le chef du comité de grève était au parti"*, et parce que *"la démocratie donne une seconde chance"*. Frasyniuk et ses amis n'ont sans doute pas fait le bon choix (depuis sa désignation, leur candidate n'a jamais réussi à émerger du tréfonds des sondages, et une défaite cuisante se profile). Ont-ils perdu la main, ou bien ont-ils toujours, au fond, été étrangers au monde de la politique normale, ces hommes et ces femmes qui se sont révélés dans une situation d'exception ? Zbigniew Bujak est, parmi eux, un cas extrême, l'exemple peut-être le plus pur de ce que la Pologne était et de ce qu'elle n'est plus. Bujak, c'était une véritable légende. Ouvrier de l'usine de tracteurs d'Ursus, gréviste de la première heure, il était devenu le chef de la principale organisation régionale de Solidarité, celle de la Mazovie (autour de Varsovie) : plus de 1 million d'adhérents en 1981. Le jour de la proclamation de l'*"état de guerre"*, il avait réussi à échapper à l'arrestation, et était devenu le chef de la direction clandestine du syndicat. Déguisements, postiches, changements constants d'appartement, organisation de manifestations interdites, rencontres hautement

risquées avec Walesa (et plus tard Frasyński), arrestation et... libération (les policiers ne l'avaient pas reconnu !). Et aussi une mémorable rencontre avec les représentants du New York Times et du Monde au terme d'un étonnant parcours destiné aussi bien à semer les policiers qu'à démontrer l'efficacité de l'organisation des structures clandestines... Bujak, c'était Robin des Bois, pendant plus de quatre ans, et quand il a fini par tomber, en 1986, à un moment où l'opposition touchait le fond, le régime socialiste avait cru tenir sa victoire définitive.

## "QUELQUE CHOSE NE FONCTIONNE PAS"

Aujourd'hui, Bujak a 50 ans, et il prépare un doctorat de sciences politiques sur *"les effets pervers des réformes systémiques"*... Et c'est, comme il se doit, à la cafétéria du siège de l'Académie des sciences qu'il nous parle, des heures durant, de ses convictions, de ses expériences, amères parfois. Sa soif d'apprendre, de théoriser ce qu'il a vécu n'est pas nouvelle. Mais cela ne fait pas si longtemps qu'il a, définitivement semble-t-il, renoncé à participer au jeu politique. Sa tentative de créer, au début des années 1990, un petit parti de gauche fidèle aux idéaux sociaux de Solidarité avait fini en quenouille. Et Bujak, renonçant au Parlement et à la grande politique, avait décidé de mettre les mains dans le cambouis, d'éprouver ses forces dans l'administration : l'ancien clandestin était devenu président de l'office des douanes, avec pour ambition de mettre de l'ordre et de la moralité dans un monde notoirement corrompu. Et il a eu l'impression de faire œuvre utile, d'apporter la preuve qu'il était *"facile, si on le voulait, de corriger certaines choses"*.

Le retour des communistes lui ayant fait perdre son poste, il s'était imaginé un autre rôle, une autre tâche bien concrète : devenir maire de Varsovie. Dans la campagne électorale, il portait les couleurs de ses anciens amis de l'Union de la liberté. Avec, outre sa notoriété, sa réputation d'homme probe et droit, un avantage non négligeable : l'ancien ouvrier qui, après sa libération de prison, s'était attelé, pour survivre, à la création d'un atelier de fabrication de clous, était riche, et pouvait financer sa campagne. Riche par procuration, par un heureux coup du sort : au moment du lancement du journal Gazeta, en 1989, il figurait parmi les premiers actionnaires *"symboliques"*, aux côtés du cinéaste Andrzej Wajda. Et quand le journal, devenu immensément prospère, est entré en Bourse et a décidé de récompenser ses anciens, des chauffeurs aux rédacteurs en chef (Adam Michnik a été le seul à refuser la manne), Bujak s'est vu attribuer un peu plus de 1 million de dollars. De quoi financer sa campagne... et la poursuite de ses études. Hélas, la campagne pour la mairie s'était soldée par un échec cuisant : 2,8 % des voix. Cela lui a fait très mal et, à vrai dire, aujourd'hui il ne comprend pas vraiment pourquoi. Il pensait qu'il fallait *"être ouvert, dire la vérité"*, mais ensuite on lui a expliqué que c'était *"une erreur cardinale, qu'il ne fallait rien dire de concret, rien dévoiler de ses convictions"*. C'en était fini d'*"une certaine manière de faire de la politique"*, la sienne. Alors il a repris ses livres. Il croit aux vertus de l'enseignement, dirige un séminaire d'étudiants – quitte à s'interrompre quelques semaines pour aller à Kiev, l'automne dernier, pour retrouver le souffle de la révolution et apporter, avec beaucoup d'autres Polonais, son soutien aux démocrates ukrainiens. Parfois, il lui faut aussi défendre son honneur, quand par exemple un *"historien"* prétend établir que son évvasion, sous l'*"état de guerre"*, était une mise en scène de la police politique : la Pologne d'aujourd'hui est malade de la théorie du complot, les plus zélés dans les *"révélations"* les plus aberrantes étant ceux qui étaient prudemment restés à l'écart de la bagarre contre le régime. Pour le reste, il porte un regard un peu triste, un peu désabusé sur l'état de son pays, où *"quelque chose ne fonctionne pas"*, où le spectre de l'autoritarisme est toujours présent. Cela ne l'empêche pas de se dire *"optimiste"*, d'être convaincu de faire œuvre utile en expliquant à ses étudiants qu'il faut faire le pari de la liberté, de la confiance et de la responsabilité, et *"leur enlever de la tête les solutions autoritaires"*. Et il croit à son doctorat, où il décrit *"le rejet des élites qui ont conduit la transformation d'un système"*. Mais il ne se présentera plus jamais à une élection. Et cite avec le sourire Hanna Arendt : *"Triste est le sort des héros qui ne sont pas morts d'une mort héroïque."*

**Jan Krauze**

## Le 25<sup>e</sup> anniversaire de Solidarité anime le débat politique en Pologne

LE MONDE | Mis à jour le 27.08.05 | 13h13. GDANSK de notre envoyé spécial

Le 25<sup>e</sup> anniversaire de la signature des accords de Gdansk marquant la création, le 31 août 1980, de Solidarnosc, premier syndicat libre dans l'espace soviétique, sera faste avec la présence d'une vingtaine de chefs d'Etat ou de gouvernements étrangers mais controversé, à quatre semaines des élections générales en Pologne. Si chacun s'accorde sur le caractère historique de cet événement qui fit vaciller le bloc communiste jusqu'à son effondrement dix ans plus tard, la présence du président polonais, Alexandre Kwasniewski, un ex-communiste reconverti à la social-démocratie, fait grincer des dents les membres de l'actuel syndicat Solidarité.

Sa présence est certes le signe d'un apaisement seize ans après la chute du régime, mais la controverse souligne la persistance des divisions au sein de la classe politique et dans la société. *"Il était de l'autre côté de la table ronde"*, rappelle Teresa Zabza, de la commission nationale de Solidarité, en référence aux négociations de 1989 entre les communistes et l'opposition qui débouchèrent sur les premières élections semi-libres en Pologne.

*"Cette fête nous appartient, je ne vois pas l'intérêt de l'inviter"*, ajoute cette militante de la première heure. Le syndicat organise d'ailleurs un congrès international la veille de la cérémonie officielle, qu'elle menace de bouder. *"J'appartiens à la vieille génération, et tout le monde ne partage pas mon avis"*, ponctue Teresa Zabza. C'est notamment le cas de Bogdan Lis, l'un des leaders historiques du mouvement, président de la Fondation Solidarité et organisateur des cérémonies officielles aux côtés de l'ancien président Lech Walesa et de la municipalité de Gdansk. *"Kwasniewski a été élu démocratiquement, le Parlement [dominé par les ex-communistes du SLD] a proclamé le 31 août jour de fête d'Etat, il n'y avait pas de raison de ne pas inviter les plus hautes autorités du pays"*, ajoute-t-il.

Il y a cinq ans, c'était inimaginable. *"L'atmosphère a changé"*, observe Alexandre Smolar, spécialiste de la Pologne au CNRS. Il perçoit également des arrière-pensées politiques à l'approche des élections législatives et présidentielle d'automne. *"On assiste à une montée de la droite, qui insiste sur le retour aux traditions nationales et aux valeurs morales en opposition au pragmatisme des années 1990, qui a débouché sur un accroissement de la pauvreté d'une partie de la population et la multiplication des scandales politico-financiers"*, ajoute-t-il. *Solidarité, comme mouvement national et catholique, est donc une référence."*

### UN SUCCÈS AVÉRÉ

Et puis, entre-temps, le Prix Nobel de la paix et dirigeant mythique du mouvement, Lech Walesa revenu sur le devant de la scène médiatique après avoir été ignoré pendant de longs mois, s'est réconcilié avec le président Kwasniewski pendant les obsèques du pape Jean Paul II, en avril. Il a également participé à un débat télévisé avec le général Jaruzelski, celui qui en décembre 1981 décréta l'Etat de guerre qui plongea Solidarité dans l'illégalité et jeta des milliers de ses militants en prison.

Autre signe de changement, plus anecdotique, Lech Walesa tournera définitivement la page en rendant sa carte du syndicat à l'issue des cérémonies afin de ne pas *"devenir l'arrière-grand-mère de Solidarité"*, nous a-t-il déclaré. *"Aujourd'hui, Solidarité est un syndicat de 500 000 membres, j'en avais 10 millions"*, ajoute, toujours bravache, le premier président de la Pologne démocratique.

La présence du chef de l'Etat polonais aux cérémonies du jubilé permet de donner un relief international à l'événement. Elle permet la venue de représentants étrangers, dont les présidents ukrainien Viktor

Iouchtchenko, géorgien Mikhaïl Saakachvili, et allemand Horst Köhler, mais aussi le président de la Commission européenne, José Manuel Durao Barroso, et le Tchèque Vaclav Havel.

Alexandre Smolar remarque *"le sentiment d'injustice chez les Polonais, qui estiment que l'Allemagne a raflé la mise historique du processus d'effondrement du communisme associé dans l'imaginaire universel à la chute du mur de Berlin"*. Les Polonais, ajoute M. Smolar, rappelleront, *"à raison, que tout a commencé en Pologne, que la naissance de Solidarité en 1980 et la table ronde de 1989 sont un modèle de révolution pacifique"*. *"L'Europe a besoin de l'esprit qui animait Solidarité, elle lui est redevable"*, résume Lech Walesa.

Un "esprit" dont chacun essaie aujourd'hui de tirer profit. Jusqu'au SLD bâti sur les ruines d'un Parti ouvrier unifié polonais (POUP, communiste), mais qui a cyniquement détourné le célèbre manifeste en 21 points de 1980 pour sa campagne électorale, en insistant sur sa dimension sociale. Dimension oubliée sur la route d'une douloureuse transition économique, comme l'illustre l'avenir incertain des chantiers navals, foyer de la révolte, il y a vingt-cinq ans, sur les bords de la Baltique. Mais finalement, pour Pawel Adamowicz, maire de Gdansk (opposition libérale), *"que l'ancien régime essaie de se réapproprier l'histoire de Solidarité prouve son succès"*.

**Christophe Châtelot**

*Autour des chantiers navals au bord de la faillite, la fierté le dispute à l'amertume*

## Les héros désenchantés de Gdansk

Gdansk : de notre envoyée spéciale Arielle Thedrel. [Le Figaro, 31 août 2005]

Cela fait bientôt vingt ans que Roman Galezowski travaille aux chantiers navals de Gdansk. Il est délégué du syndicat Solidarnosc, et son bureau se trouve tout au bout de la rue du magasin 250, une route poussiéreuse bordée d'herbes folles et de hangars aussi déserts que délabrés. Par la fenêtre, on aperçoit au loin des silhouettes d'ouvriers s'affairant sur un cargo flambant neuf destiné à un armateur allemand.

Des bateaux, on n'en construit plus beaucoup sur ces chantiers qui furent jadis l'un des fleurons industriels de la Pologne communiste. *« Cette année, à peine quatre bâtiments de 30 000 tonnes en moyenne, précise Roman Galezowski. Et de 17 000 employés au début des années 80, nous sommes tombés à 3 500. »* Surendettés, en permanence au bord de la faillite, les chantiers tournent aujourd'hui au ralenti. Rattachés aux chantiers de Gdynia, la ville voisine, dont l'Etat reste l'actionnaire majoritaire, ils n'occupent plus que les 70 hectares de l'île Ostrow, entre la Vistule et le canal Leniwki. Les 80 hectares restants ont été vendus à une société américaine, Synergia, et à une multitude de petites et moyennes entreprises liées ou non aux activités des chantiers.

En août 1980, Roman Galezowski était venu soutenir les milliers de grévistes qui osèrent défier le pouvoir communiste, mais, pour lui, les cérémonies officielles du 25<sup>e</sup> anniversaire de Solidarité seront surtout l'occasion de *« faire savoir que ça va mal et qu'il se sent trahi »*.

A quelques centaines de mètres de là, sur le fronton du petit immeuble abritant le siège du syndicat, le sigle en lettres rouges de Solidarité surmonté du drapeau polonais est resté intact. Le syndicat n'a pourtant plus grand-chose à voir avec le formidable mouvement de masse des années 80, lorsque les Polonais, toutes tendances politiques confondues, s'étaient unis pour abattre l'ennemi commun. *« Et c'est bien normal, explique son président, Janusz Sniadek. En août 1980, nous luttons pour l'indépendance, la liberté, la démocratie. Tout cela est désormais acquis. Les défis d'aujourd'hui sont d'une autre nature. »*

Solidarité revendique aujourd'hui quelque 700 000 adhérents, contre dix millions en 1980, et son aura s'est sérieusement ternie. Fer de lance des réformes autrefois, il n'est plus à présent que l'avocat des perdants de la transition. Abandonné par la plupart de ses leaders historiques, ce n'est plus qu'un syndicat banal où, selon l'historien Aleksander Hall, ex-leader du mouvement des années 80, *« la bureaucratie pèse hélas plus que le sens du bien commun »*. Lech Walesa lui-même menace de rendre bientôt sa carte, irrité par les multiples obstructions du syndicat à l'organisation des cérémonies officielles. A la mi-août, les ouvriers des chantiers ont défilé en souvenir des grèves d'août. L'ancien aumônier de Solidarité, Henryk Jankowski, en a profité pour prononcer une homélie fustigeant *« les commissaires de Bruxelles, les gourous de Washington, les francs-maçons anticatholiques et les banquiers juifs »*.

A Gdansk, les héros sont fatigués. Le père Jankowski habite toujours près de l'église Sainte-Brigitte, mais ses litanies antisémites et des soupçons de pédophilie lui ont valu d'être révoqué. Proche des ultracatholiques de Radio Maryja, Anna Walentynowicz, la passionaria des chantiers, celle par qui tout avait commencé, tire aujourd'hui à boulets rouges sur Lech Walesa, coupable, selon elle, d'avoir défiguré les idéaux de Solidarnosc. Andrzej Gwiazda, cofondateur du syndicat, en fait de même, accusant son ancien compagnon de lutte d'avoir collaboré avec la police politique communiste. Quant à Lech Walesa, spectaculairement désavoué à la dernière élection présidentielle (1% des suffrages), il semble enfin avoir renoncé à la politique, se contentant désormais de donner des conférences à travers le monde ou de recevoir des journalistes dans son bureau, au coeur de la vieille ville de Gdansk envahie de touristes. Son

fil Jaroslaw, 28 ans, rêve de prendre la relève. Il est candidat aux législatives de septembre sur la liste de la Plate-Forme civique, un parti libéral en tête des sondages.

Tenté il y a quelques années par la politique, le légendaire syndicat y a finalement renoncé après un cinglant camouflet aux dernières élections. Il ne se prive pas pour autant de manifester sa préférence pour le PIS, un parti de droite nationaliste et catholique. C'est qu'à l'approche des élections législatives et présidentielle de cet automne, le 25<sup>e</sup> anniversaire de «*Mademoiselle Solidarité*», comme on l'appelait autrefois, attire une foule de prétendants. A la télévision, les spots électoraux des deux principaux candidats de la droite à la présidence, Donald Tusk et Lech Kaczynski, se réfèrent aux événements de l'époque. Malin, le populiste Andrzej Lepper, chef de Samoobrona, un parti qui abrite pourtant bon nombre d'anciens apparatchiks, a repris à son compte le vieux clivage qui caractérisait la République populaire de Pologne : «*eux et nous*». La gauche ex-communiste n'est pas en reste. Sans complexes, son nouveau président, Wojcieh Olejniczak, âgé de 31 ans, vient de revendiquer dans un encart publicitaire les 21 points de l'accord signé le 31 août 1980 !

Bogdan Lis, ancienne figure de proue du syndicat, aujourd'hui chef d'entreprise et président de la Fondation Solidarité, s'en amuse. «*Tout le monde essaie à présent de s'approprier l'héritage de Solidarité.*» Lui-même vient d'adhérer à une nouvelle formation politique, le Parti démocratique, qui regroupe d'anciens leaders du syndicat et des ex-communistes réformateurs. Un mariage sans la moindre équivoque, à en croire Bogdan Lis, car «*nous ne laissons pas entrer n'importe qui*».

Retiré dans son modeste pavillon à Sopot, station balnéaire à la mode, mitoyenne de Gdansk, Aleksander Hall observe avec philosophie son ancienne famille laver son linge sale en public. «*Bien sûr que Walesa s'est révélé par la suite autoritaire et hâbleur, que Gwiazda et Valentinowicz sont des utopistes et que les ouvriers des chantiers navals ont le sentiment d'avoir été floués. Les réalités de l'économie de marché et l'individualisme qu'engendre le modèle capitaliste ne favorisent pas les valeurs de l'ancienne Solidarité. Mais cela n'enlève rien au fait que ces grèves d'août ont marqué le début de la fin du communisme à l'Est. Elles ont constitué l'acte fondateur d'une nouvelle donne géopolitique en Europe. Ce sont elles qui ont rendu possible la chute du mur de Berlin.*»

Journaliste et ancien clandestin de Solidarité, Konstanty Gebert ne dit pas autre chose : «*Nous fêtons quelque chose qui n'existe plus. Mademoiselle Solidarité est morte. N'empêche, elle a laissé une progéniture. Nous l'avons constaté encore récemment en Ukraine. La Pologne qu'elle a enfantée est un succès extraordinaire. Pour cela, elle mérite de belles funérailles.*»

## «L'Europe manque de solidarité»

SABINE VERHEST. Mis en ligne le 29/08/2005. ENVOYÉE SPÉCIALE À GDANSK

*«Il faut donner du travail à tous», estime Lech Walesa, Français ou Polonais. Et s'adapter à la mondialisation, en pensant «global». Le père de Solidarité quitte le syndicat, pour en «protéger l'étendard».*

L'homme ne lève pas les yeux de son ordinateur quand on pénètre dans son bureau de la porte Verte de Gdansk, construite au XVI<sup>e</sup> siècle pour accueillir des rois polonais qui n'honorèrent jamais ses appartements de leur présence. L'ex-président Walesa, lui, y a établi son vaste bureau de retraité actif, disposé quelques plantes, pendu un crucifix et une de ses photos aux côtés de Jean-Paul II. *«J'ai beaucoup de travail, lance-t-il en s'enfonçant dans un canapé marron. Alors dépêchez-vous!»*

L'électricien impétueux, héros de la grève des chantiers navals de Gdansk en août 1980, aime qu'on le voie affairé. En 1989, le père de Solidarité, premier syndicat indépendant dont on célèbre les 25 ans, déclarait à «La Libre» détester jouer les stars. Aujourd'hui, le prix Nobel de la paix (1983), élu triomphalement à la tête de l'Etat en 1990 avant d'être balayé par l'ex-communiste Kwasniewski en 1995, ne dit pas autre chose. *«Vous voyez bien quelle star je suis: je n'arrive pas à me débrouiller! Je n'ai pas encore pris mon petit-déjeuner, et je ne pense pas déjeuner. Trop, c'est trop!»*

Mais, rapidement, l'homme à la moustache blanchie et la panse arrondie par les années tempère: *«En même temps, c'est fantastique. J'y tiens, parce que je peux dire ce qui me plaît et ce qui ne me plaît pas.»* Ses mains s'agitent, ses petits yeux bruns pétillent. *«Je peux attirer l'attention.»* Son caractère impulsif et ses jugements à l'emporte-pièce sont devenus aussi légendaires que son combat d'antan. D'anciens compagnons disent de lui que, si extraordinaire fût-il, il ne peut plus être compris que par lui-même.

### «Les murs tomberont»

Mais sous le ciel étoilé de Gdansk vendredi soir, quand Jean-Michel Jarre accueille sur sa scène, entre grues et hangars du chantier naval, *«l'homme qui a fait échouer sans violence une des plus grosses erreurs du XX<sup>e</sup> siècle»*, Lech Walesa lance un message clair: *«Il faut que l'Europe apprenne la solidarité. Alors, tous les murs tomberont.»* Dans le public, beaucoup n'ont pas l'âge de Solidarnosc et sous-estiment sans doute les événements de Gdansk, qui ne sont pour eux que *«théorie»*, comme l'assène une jeune fille. Mais les yeux se mouillent et les V de la victoire s'élèvent quand -rare moment d'émotion de la prestation- Jarre électronique l'hymne de la génération Solidarité - *«Les murs»* - en projetant les images des hauts faits de la lutte des ouvriers. *«Une leçon pour les générations futures»*, clame le compositeur.

Car l'Europe, qui ne se construit *«pas de façon juste et solidaire»*, regrette Walesa, a encore bien besoin d'abattre ses murs. *«Beaucoup de choses me réjouissent et beaucoup m'attristent, explique-t-il. Nous avons lutté pour une Europe unie, mais beaucoup d'opportunités ont été perdues. Actuellement, les Allemands, les Français tirent chacun de leur côté, et les Polonais défendent leurs intérêts propres. Si les Français continuent à penser comme ils pensent, ils vont perdre»*, estime l'électricien, en référence à son compatriote plombier, honni outre-Québécois.

*«On ne peut survivre que si l'on est solidaire, il faut donner du travail à tout le monde, car -attention- les chômeurs peuvent aussi faire la révolution!»*

### «Respecter son père»

Pensez «global», et non plus seulement national, est devenu son leitmotiv. *«Au XXe siècle, on a lutté pour la terre et la richesse. L'homme était un loup pour l'homme. On entre dans une nouvelle époque et les anciennes solutions, comme l'Otan, ne sont plus adaptées. Il ne s'agit pas d'abandonner nos libertés, mais de renoncer à certaines choses. Il faut réfléchir à ce qu'on peut mondialiser, sans crainte et pour gagner de l'argent.»* Par exemple, *«je ne veux pas qu'on globalise ma femme»*. Mais cette lutte-là, Lech Walesa, à 62 ans, ne compte pas la mener: *«Je suis à la retraite.»* Entre deux portes, son fils Jaroslaw, lui, dit *«se sentir obligé d'aider les gens de (sa) génération»*. Il se présente aux élections législatives du 25 septembre sur la liste de la Plate-forme civique, le parti libéral vilipendé par la direction de Solidarité, au moment où son père quitte le syndicat.

Quand il écrit le livre de ses 25 années passées, Walesa le divise en trois chapitres. *«Le premier, c'est celui d'un grand monopole qui a dû vaincre le monopole du communisme. C'était très beau. Le comportement des gens était extraordinaire.»* Solidarité comptait 10 millions de membres. *«Le deuxième chapitre s'est caractérisé par les querelles, les disputes, les divisions. C'est ainsi que le pluralisme et la démocratie sont nés.»* Les usines ont fermé, le chômage a explosé, *«la situation économique était catastrophique»*. Le syndicat rassemblait 2 millions de membres. *«Nous sommes arrivés au troisième chapitre: chaque groupe défend ses intérêts, les politiciens, les capitalistes, les syndicalistes.»* Solidarnosc n'a plus que 700000 membres. *«J'ai essayé, après la première étape, de mettre dans un coin l'étendard de Solidarité pour ne pas le salir, mais j'ai échoué. En le quittant, j'essaie de le protéger encore. On a besoin de solidarité européenne, mondiale, pas seulement syndicale.»*

Au siège du syndicat, l'amertume se mêle à l'incompréhension. *«Walesa est le père de Solidarité et rien ne changera, soupire le président Janusz Sniadek. Comme chaque enfant, on doit respecter son père, peu importe ce que papa dit et fait.»*

© La Libre Belgique 2005



## Le navire sombre

SABINE VERHEST. ENVOYÉE SPÉCIALE À GDANSK. Mis en ligne le 31/08/2005

*Le chantier naval de Gdansk n'est plus que l'ombre du bastion qui a vu naître Solidarnosc. Les ouvriers sont nostalgiques de l'époque. «La situation actuelle est le paradoxe amer de cet anniversaire.»*

La grille de la célèbre entrée n°2 du chantier naval de Gdansk n'a pas vraiment changé en 25 ans. L'effigie du Polonais le plus célèbre au monde y trône toujours, comme celle de la Vierge noire de Czestochowa. Mais la foule et les fleurs, qui coloraient les lieux d'un nouvel arc-en-ciel de libertés, ont aujourd'hui disparu. Derrière le portail, sous les grandes lettres blanches Stocznia Gdanska, le chantier montre ses friches à l'abandon, ses hangars désaffectés et ses grues rouillées. Pour se plonger dans l'ambiance des grandes grèves de l'été 1980, il ne reste aujourd'hui qu'à fermer les yeux et humer l'air marin, s'immerger dans les images et les sons rapportés de l'époque.

Vingt-cinq ans après la naissance du premier syndicat libre du bloc communiste, l'amertume se mêle à la joie. Brouillés avec Lech Walesa, d'anciens compagnons ont refusé de participer aux cérémonies officielles célébrant le quart de siècle de Solidarnosc. Proche de la droite nationaliste, Anna Walentynowicz, passionaria de la grève, accuse l'électricien d'avoir été «un agent» de la police politique communiste; militant altermondialiste, Andrzej Gwiazda, ingénieur et cofondateur du syndicat libre, estime qu'il a trahi les ouvriers d'août 1980.

Les ouvriers d'août 2005, eux, se sentent oubliés. «La vraie solidarité n'a rien à voir avec ce qu'il se passe aujourd'hui», entend-on ici. Leur chantier naval n'est plus que l'ombre du bastion qui a vu naître Solidarnosc. «Regardez autour de vous, on a l'impression que rien ne se passe», soupire un chauffeur, engagé huit mois avant les grèves de 1980. Le coeur du site s'affaire à peine et les ouvriers, nerveux, entendent bien manifester leur mécontentement. Fleuron de l'industrie communiste, le chantier naval Lénine employait 17000 personnes sur 160ha et produisait une trentaine de navires par an en 1980; aujourd'hui, 3000 salariés travaillent sur 70ha pour sortir un ou deux bateaux annuels. «La situation actuelle des chantiers navals est le paradoxe amer de cet anniversaire», reconnaît le président de Solidarnosc, Janusz Sniadek, cravaté dans son bureau de Gdansk.

À l'entrée des chantiers, une banderole clame: «aujourd'hui, Solidarité est en fête mais il a été détruit et pillé légalement». «Il avait une signification il y a 25 ans, mais son nom a été réduit à néant», tempête un ouvrier sans âge, au volant de sa petite camionnette. «Notre situation sociale est pire. Il y avait une solidarité d'âmes» à l'époque. Ses yeux d'un bleu profond se fixent sur l'horizon à la recherche du temps perdu. «Quand on pense à Solidarité, c'est un peu «où sont les neiges d'antan», reconnaît l'eurodéputé Bronisław Geremek, mais il faut être réaliste, on peut se nourrir de ce souvenir».

### Tombés en faillite

En déclin dans les années 80 déjà, incapables de s'adapter à l'économie de marché, les chantiers navals de Gdansk sont tombés en faillite en 1996 avant d'être rachetés par leurs voisins de Gdynia en 1998. Des terrains des chantiers, situés près du centre-ville, ont été vendus à des promoteurs immobiliers et fonds d'investissement américains.

«L'art de gérer une entreprise, si important, n'a pas suivi le savoir-faire des ouvriers», analyse l'eurodéputé Janusz Lewandowski, ancien conseiller économique de Solidarité et ex-ministre des Privatisations. «Au

milieu des années 90, nous étions tous persuadés que l'industrie navale serait une grande spécialité de la Pologne, mais nous cherchons toujours notre place dans la mondialisation.»

Des entreprises fonctionnent sur l'ancien site, un centre culturel y a ouvert ses portes, un petit musée a vu le jour dans la célèbre salle d'hygiène et de sécurité du travail où ont été signés le 31 août 1980 les accords à l'origine de Solidarnosc. C'est à cette table, dans un décor intact, que des leaders du syndicat ont choisi vendredi dernier de réclamer la séparation des chantiers navals de Gdynia et de Gdansk. «La direction de Gdynia fait tout pour que le chantier naval de Gdansk cesse d'exister. Le chantier doit être maintenu, nous ferons tout pour le sauver!», martèle Bogdan Lis, cosignataire des accords de 1980. «Nous n'avons jamais cessé de combattre», reprend Roman Galezewski, chef de Solidarnosc aux chantiers. «Mais aurons-nous suffisamment de force pour continuer?»

© La Libre Belgique 2005

## «Un mythe historique s'écrit en Pologne»

S.Vt. Mis en ligne le 31/08/2005

*Solidarité est essentiel dans la chute du communisme. Mais il n'est pas seul.*

S' il n'y avait pas eu Solidarnosc, les préparatifs du centenaire de la révolution d'octobre auraient commencé!» L'eurodéputé Bronislaw Geremek, l'une des figures intellectuelles du syndicat, relaie une idée ardemment défendue en Pologne: les grandes grèves de 1980 ont pavé la voie vers la liberté sur le vieux continent. «Il est très important que Solidarité soit inscrite dans le cadre de la mémoire collective européenne.» Les Polonais en ont fait leur slogan - «C'est à Gdansk que tout a commencé» - et ils entendent bien que le monde s'en souvienne.

Si la planète garde en mémoire les images aussi spectaculaires qu'émouvantes de la chute du mur de Berlin, symbole de la disparition du rideau de fer, «1989, la grande date historique, n'est pas celle de la Pologne», rappelle Jean-Michel De Waele, spécialiste de l'Europe centrale et orientale à l'ULB. «C'est en Pologne que la résistance au communisme a depuis toujours été la plus forte. Staline aurait dit que le socialisme allait à la Pologne comme une selle à un cochon! Et Solidarité est le résultat d'une greffe qui ne prendra jamais. La Pologne est partie la première, bien avant tout le monde, mais elle est arrivée la dernière. Les premières vraies élections, totalement démocratiques, aux deux chambres datent de 1991, à un moment où les autres Etats étaient déjà passés à la démocratie. Il y a là une dissociation avec le courant général de l'histoire.»

La Diète vient de proclamer fête d'Etat la journée du 31 août, date anniversaire des accords de Gdansk. «Solidarité est essentiel dans la chute du communisme. Il a ouvert la voie, il a montré que, malgré toutes les tentatives, les réformes économiques dans le socialisme d'Etat ne pouvaient pas aboutir, il a montré que la classe ouvrière, au nom de laquelle les régimes de type soviétique parlaient, était massivement opposée au régime», rappelle le Pr. De Waele.

«Mais faire de la lutte de Solidarité le facteur qui explique la chute du communisme, c'est un mythe polonais», poursuit-il, rappelant la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev et le «courage des dirigeants hongrois» qui ont ouvert le rideau de fer pour laisser passer les Allemands de l'Est. «Les choses n'ont pas bougé avant que ne commencent les transformations en Union soviétique», a récemment rappelé à l'agence Itar-Tass l'ancien président soviétique. Pour le Pr. De Waele, les brèches ouvertes dans le mur communiste «ne suffisent pas à expliquer sa fin»: «Les régimes avaient perdu toute force propulsive, ils étaient épuisés jusqu'à la corde, les dirigeants eux-mêmes n'y croyaient plus. Il n'y avait plus moyen de les réformer. Solidarité est le résultat de la crise du socialisme d'Etat, pas la cause.»

Cela n'empêche pas «une série d'élites, qui sont en campagne électorale d'ailleurs, d'essayer de se réapproprier la fin du communisme», analyse le professeur. A commencer par les ex-communistes au pouvoir! «C'est la preuve de notre victoire», sourit Geremek.

© La Libre Belgique 2005

## Les Dernières Nouvelles d'Alsace

Edito, par Olivier Picard. 31 août 2005

C'était il y a vingt-cinq ans et c'était il y a un siècle. Une autre ère. Dans une Europe d'un autre monde que le rideau de fer coupait en deux. Pensez, le maître du Kremlin c'était Brejnev et dans les pays de l'Est la seule revendication d'une quelconque liberté politique ou syndicale suffisait à vous envoyer pour longtemps dans les geôles des démocraties populaires. Un rappel chronologique qui aujourd'hui donne presque le vertige.

C'était il y a vingt-cinq ans, et la Pologne vivait son plus bel été depuis bien longtemps. Là-bas, à Gdansk, des milliers de dockers avaient entrepris d'ouvrir une brèche dans un système totalitaire qui semblait alors invulnérable.

C'était il y a vingt-cinq ans, je venais tout juste d'avoir vingt ans, et pour toute une génération l'histoire sombre de l'après-guerre était tout à coup traversée par un rai de lumière.

C'était il y a vingt-cinq ans, un ouvrier moustachu, inconnu, modeste et plutôt frêle signait l'accord en vingt et un points arraché à la dictature communiste de Varsovie par ses camarades des chantiers navals. Le premier syndicat libre de l'Europe de l'Est était né, récompense du courage, de la ténacité et de la dignité de ces hommes sans armes ni autre pouvoir que celui de leur foi catholique, et de leur dévotion pour le nouveau pape. L'un des leurs, Karol Wojtyla.

C'était le début d'une longue marche héroïque, avec de terribles parenthèses, vers la démocratie qui conduira presque dix ans plus tard à l'effondrement, comme un jeu de dominos à l'envers, des régimes de l'Union soviétique, et à la chute du mur de Berlin.

Aujourd'hui, en 2005, la Pologne appartient à l'Union européenne. Lech Walesa a pris de l'embonpoint et il a été un président décevant avant d'être battu aux élections présidentielles. Les chantiers navals de Gdansk, qui n'emploient plus que 3 500 personnes contre 18 000 en 1980, sont à moitié privatisés, délabrés ou partiellement abandonnés. Ils ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils étaient.

Un constat amer ? Certainement pas. Qu'importent les quelques déceptions de la nouvelle Pologne puisque la démocratie y a triomphé. Mais surtout, la légende de Solidarnosc dépasse de loin le destin de ses héros et de ses hauts lieux. Ce syndicat symbolisera pour toujours l'esprit de résistance contre une idéologie tyrannique et, surtout, la force d'une conviction collective sereine face à une puissance militaire écrasante. Une leçon qui n'a pas d'âge mais dont il convient de souhaiter avec enthousiasme les anniversaires.

Solidarité, c'était un beau nom pour lutter ensemble pour des droits élémentaires. C'est un beau mot, aussi, dans la langue française même si, hélas, il est si peu utilisé dans le discours politique hexagonal.

## Pologne, solidarité perdue

LE MONDE | Mis à jour le 30.08.05 | 13h45

*Grzegorz Klamon est le fondateur de la galerie Wyspa, installée sur les anciens chantiers navals de Gdansk.*

C'est une impression de vide, une absence qui domine devant la porte n° 2 des chantiers navals de Gdansk. L'espace où, il y a vingt-cinq ans, se pressaient des milliers de personnes de part et d'autre de la grille pour acclamer le plus célèbre électricien du monde, Lech Walesa, est quasiment désert, en cette radieuse journée d'août.

Les anciens chantiers Lénine, une ville dans la ville à la grande époque du socialisme triomphant, n'en finissent plus de sombrer sur les bords de la Baltique. Quelques entreprises ont élu domicile dans les vastes hangars. Un Français construit des catamarans de luxe. Mais l'essentiel du lieu n'est plus qu'une immense friche industrielle hantée par de gigantesques grues immobiles, silhouettes figées d'échassiers métalliques comme échappés d'une bande dessinée.

Ville fantôme ? Pas tout à fait. Au détour d'une rue ombragée, entre carcasses de béton désarticulées et bâtiments industriels abandonnés, l'ancien centre de formation professionnelle des chantiers navals préfigure peut-être la renaissance. De l'extérieur, le bâtiment ne paie pas de mine. Pas encore. Mais la maquette du futur siège de la fondation Wyspa présente un projet architectural et culturel ambitieux, ménageant le passé et résolument tourné vers l'avenir.

C'est l'ancre de deux quadragénaires, Aneta Szylak et Grzegorz Klamon, deux artistes imaginatifs. Leur liberté de ton dérange : hier les communistes, aujourd'hui les autorités bien-pensantes de Gdansk. "L'intelligentsia est trop catholique et conservatrice, elle ne comprend rien aux arts visuels et ne jure que par la littérature et le théâtre", ricane Grzegorz. Professeur à l'Institut des beaux-arts, l'artiste était de toutes les manifestations durant les années 1980, aux côtés des ouvriers. "Jamais membre d'aucun parti, d'aucune institution officielle, je me battais pour ma conscience, c'était très émotionnel", dit-il. Entre deux coups de poing avec les Zomo, unités motorisées de la milice communiste, Grzegorz organisait des performances artistiques dans la ville, "des œuvres éphémères et très symboliques, disparues à peine créées". Il jouait à cache-cache avec la censure et posait les bases d'une association culturelle indépendante, un lieu de rencontres et de création unique à ciel ouvert sur la petite île en ruine de Wyspa. Elle fait face aux docks de l'ancienne ville et donnera son nom à la fondation culturelle.

A la chute du communisme, Grzegorz nourrit encore quelque illusion à l'endroit des nouvelles autorités démocratiques. Avec Aneta, ils se retrouvent à la tête de deux centres d'art contemporain de la ville parmi les plus innovants du pays. Trop libres, reconnus à l'étranger mais pas chez eux, ils sont renvoyés l'un et l'autre après une campagne de presse mêlant diffamation et critiques assassines contre leurs créations. "La politique fait naturellement partie de mon oeuvre, j'appartiens à cette génération qui se rappelle l'ancien système. Je suis donc moins manipulable que beaucoup de jeunes ciblés par une société de consommation conquérante qui bride leur audace. Pourquoi n'y a-t-il aucune création sur Lech Walesa ou Jean Paul II, se demande-t-il, autre que des statues de bronze qui ont remplacé celles de soldats soviétiques ?"

Paradoxalement, c'est le sacrifice des chantiers navals sur l'autel d'un libéralisme économique échevelé, qu'il désapprouve, qui lui offre une nouvelle chance. La société américano-polonaise chargée de réhabiliter la moitié des 150 hectares des chantiers offre des espaces aux artistes. "Le développeur a calculé que les retombées médiatiques des créations artistiques valent toutes les campagnes de relations publiques", analyse froidement Aneta Szylak. Selon Grzegorz Klamon "le lieu intrigue, il attire un auditoire jeune et

motivé" . En trois ans, Wyspa a fait son trou, soutenue essentiellement par des organisations étrangères et un petit milieu émergent de collectionneurs polonais d'art contemporain. Une fleur éclôt sur la friche.

Changement d'atmosphère de l'autre côté du chenal qui coupe les chantiers navals. Roman Swierszcz, 54 ans dont trente-sept de maison, a connu l'époque où les chantiers Lénine sortaient 30 bateaux par an. "Seulement deux à présent" , bougonne-t-il. Roman ne se doutait évidemment pas que ses chers chantiers allaient "en arriver là" . L'entreprise a été rachetée à vil prix par les chantiers navals voisins de Gdynia en 1998. Les effectifs sont passés de 16 000 en 1980 à 3 000 aujourd'hui. L'avenir est incertain. L'agonie commencée dans les années 1990 n'en finit plus. Roman Swierszcz a le regard las et sa grande carcasse est voûtée. "Membre de Solidarité avant même que ça existe" , il livre son dernier combat au sein du syndicat. "Ce n'est pas le Solidarité dont [il] rêvai[t] pour préserver l'avenir" de son fils qui l'a rejoint. Plus de la moitié des employés restants sont syndiqués, mais une grève, improbable, ne ferait qu'accélérer la fin parce que "tout le monde se fout de ce qui peut nous arriver".

Le 31 août, jour commémoratif de la signature des accords qui légalisaient le premier syndicat libre de l'espace soviétique, il ira déposer des fleurs sur la grille de la porte n° 2. Comme on va sur la tombe d'un proche. "De nos revendications de l'époque, nous avons gagné la souveraineté et la liberté politique, c'est beaucoup mais ce n'est pas suffisant. Aujourd'hui, l'argent est roi. Les politiques et une poignée de gens se sont enrichis sur le dos des sociétés en organisant leur faillite. L'Etat nous a oubliés et trahis", lâche-t-il, plein d'amertume. Même le 31 août, devenu jour chômé, ne le réjouit plus.

Halina Suwala, non plus, ne se sent pas concernée par le ramdam des commémorations. Elle a enterré Solidarité lorsque son chef charismatique, Lech Walesa, a été élu premier président de la Pologne démocratique, en 1990. "Intellectuellement, il n'était pas à la hauteur", assène l'ancienne pasionaria de l'université de Varsovie. Petit bout de femme énergique, Halina est devenue sceptique.

Née en 1926 à Kalisz, elle est chassée de la ville par l'armée nazie. Elle rejoint les rangs de l'armée clandestine polonaise pour participer à l'insurrection de Varsovie, en 1944, comme infirmière. "La guerre, le stalinisme jusqu'en 1956, l'état de guerre en 1981, la prison [elle fut arrêtée le 13 décembre 1981 au soir de la déclaration de l'état de guerre]. J'ai vécu, paraît-il, des périodes très intéressantes. Mais sincèrement je m'en serais bien passée !" Aujourd'hui retraitée - "une catégorie sacrifiée comme dans tous les anciens pays communistes" -, elle peaufine un essai sur Guy de Maupassant. "Je trompe Zola, mon premier amour, avec lui" , confie-t-elle, malicieuse. "Maupassant est un vrai pessimiste, comme moi" , explique-t-elle.

Ce qui la désespère, c'est que "les Polonais ne sont bons que pour la résistance, mais dès que ça se calme, nous nous entre-déchirons et ne pensons qu'à nos intérêts particuliers. A croire que l'histoire ne nous a rien appris" . Fidèle aux idéaux d'ouverture et de tolérance du Solidarité d'origine, elle n'a que mépris pour l'essentiel de la classe politique, et particulièrement pour une partie de la droite : "J'en crève d'entendre parler de renouveau moral, de notre polono-centrisme. (...) Je regrette parfois de n'être pas restée en France [elle fut professeur associée de lettres modernes à l'université de Montpellier de 1983, après sa sortie de prison, à 1987] mais, là-bas non plus, tout n'est pas rose ", juge-t-elle. Halina Suwala a blanchi sous le harnais, mais sa capacité d'indignation est intacte.

Slawomir Salomon, lui, n'a pas ces états d'âme. D'origine modeste, son père, survivant d'Auschwitz, lui a enseigné à tenir profil bas. Il s'est fabriqué une carapace. "Je suis un businessman" , dit-il. Et son business c'est le cinéma. Plus précisément, la distribution des films de Walt Disney qui ont fait sa richesse dans un pays ébloui par la culture et la puissance américaine. Un pays où, précise-t-il, "les films américains représentent 90 % du marché et 250 films par an" , contre une dizaine dans les années 1980. A l'époque, cet étudiant sage en mathématiques puis en sociologie est déjà passionné par le septième art. La politique le rattrapera par ce biais. Ses soirées ciné-club deviennent des lieux d'agitation politique et entrent dans le collimateur des autorités. Un ami utilise son appartement comme imprimerie clandestine. L'amitié a ses règles et la passion est la plus forte.

EN 1985, il organise avec Roman Gutek et Stefan Laudyn, deux piliers du milieu cinématographique polonais, le premier festival de cinéma à Varsovie. "Le cinéma était ma seule fenêtre sur le monde extérieur", explique-t-il. Ce n'était pas encore un métier quand la roue de la fortune commence à tourner en 1989. "A 32 ans, je me disais qu'il était temps de quitter ma vie d'étudiant attardé pour entrer dans la vraie vie." Ses aspirations sont simples : "Confort matériel, avoir une maison, une voiture." Respecté dans le milieu du cinéma, il est contacté par les Américains. "Je connaissais les films, pas l'anglais", se souvient-il. Il devient alors le distributeur en Pologne des films produits par la Fox, Buena Vista International (Walt Disney) et Sony. En 2000, la société fait un chiffre d'affaires de 20 millions de dollars. Aujourd'hui, Slawomir Salomon vole de ses propres ailes.

Depuis 1989, le cinéma polonais est refroidi par le vent libéral qui laisse des pans entiers de la culture sans moyens. Slawomir, lui, investit dans l'immobilier et produit Krzysztof Kieslowski, cinéaste culte de la génération postérieure à Andrzej Wajda. Le changement de régime lui a donc ouvert les portes de l'ascenseur social, mais il garde une légère amertume. "De 1982 à 1990, nous avons vécu comme dans un Frigidaire, c'était une belle aventure, mais aussi du temps de perdu." Pour l'homme d'affaires qu'il est devenu, le temps c'est aussi de l'argent.

Cette approche, Maciej Zieba la comprend mais ne la partage pas. De la transition économique, il connaît surtout le monde des pauvres et des perdants qu'il tente de secourir dans un pays frappé par un chômage évalué à 18 % de la population active. Maciej est "Frère Zieba", prier de la province dominicaine de Pologne. On lui donnerait bien sûr le Bon Dieu sans confession. Mais dans une autre vie, le frère fut pourtant un opposant actif, "considéré comme dangereux par la police secrète qui [le] surveillait en permanence", sourit-il. Ses amis avaient pour nom Adam Michnik - qu'il présentera à Vaclav Havel -, Tadeusz Mazowiecki, Wladislaw Bartoszewski, Alexandre et Basha Labuda, Jacek Kuron, les grands noms de la dissidence. L'Eglise était alors étroitement associée au mouvement Solidarité, à tous les niveaux. "J'ai encore mal au dos en pensant aux camions de l'aide internationale que nous déchargions quotidiennement après la déclaration de l'état de guerre. Des sœurs distrayaient les douaniers pendant que nous déchargions des équipements d'imprimerie dissimulés dans des cartons de conserves", s'amuse-t-il.

Epoque bénie où Solidarité unissait dans une même dynamique prêtres et "bouffeurs de curés". Les choses se sont gâtées après le changement de régime. A tel point que le Frère Zieba n'hésite pas à parler d'"un climat d'hystérie collective anticléricale" au début des années 1990, d'"une guerre froide religieuse" orchestrée notamment par le quotidien Gazeta Wyborcza et son "ami" Michnik.

"En 1980, l'opposition nous demandait de nous impliquer davantage dans la politique", se rappelle-t-il. Mais brusquement l'Eglise était suspectée de vouloir établir un Etat religieux. "Les 'rouges' étaient remplacés par les 'noirs'. Comme les communistes, les prêtres étaient accusés de diriger le pays dans l'ombre." Au milieu des années 1990, la confiance envers l'Eglise est au plus bas. L'institution a bien remonté la pente et affiche aujourd'hui une belle vigueur que "la mort de Jean Paul II n'a pas entamée quand certains pronostiquaient sa division". Le nombre de vocations ne faiblit pas, ni la fréquentation des églises. "Il faut sans doute repenser les valeurs du christianisme dans notre société, mais la démocratie a besoin de l'Eglise." Frère Zieba y veille.

Christophe Châtelot

## ZONE CAFÉ BABEL

Zan Zappner, Gdansk, pour Café Babel. Chronique. 31 août 2005

### Solidarnosc relégué au musée

"21 x TAK ! SOLIDARNOSC". "21 x OUI, SOLIDARITE" : on peut encore lire le nom du fameux mouvement syndical sur le mur de pierre à l'entrée des chantiers navals de Gdansk (Dantzig), sur les rives de la Baltique. Le 31 août 1980, après dix-huit jours de grève, le gouvernement polonais finissait par consentir aux vingt et une revendications du premier syndicat indépendant, conduit par Lech Walesa.

Cette étape marqua le début du déclin des régimes communistes du bloc de l'Est. Car jamais auparavant, malgré des conflits sociaux très durs, les dirigeants politiques en place n'avaient reconnu l'existence d'un syndicat indépendant. Solidarnosc devint alors le vivier de l'opposition intérieure au pouvoir et compta rapidement près de 10 millions d'adhérents, sur une population active de 16 millions de travailleurs dans l'ensemble du pays. Mais que signifie aujourd'hui Solidarnosc pour les hommes qui travaillent encore derrière le mur des chantiers ?

Marius Dolecki avait 3 ans lorsqu'ont été posées les fondations d'une Pologne démocratique. A présent, il est en train d'assembler une charpente de bateau avec deux de ses collègues. D'un geste las, il lance, fatigué : "Le chantier est mort et même Solidarnosc ne peut rien y changer." Après d'innombrables restructurations, il ne reste aujourd'hui que 2 000 des 9 000 ouvriers qui travaillaient là autrefois. Même si l'on y fabrique encore 5 à 7 bateaux par an.

Solidarnosc a joué un rôle majeur dans la vie de l'électricien Kazimierz Trawicki. En 1970, il a participé à la première grève sur le chantier Lénine, au cours de laquelle des pacifistes ont été abattus par les tirs des chars. Malgré cette répression sanglante, il est redevenu un syndicaliste actif dix ans plus tard. "En 1980, nous n'avons pas uniquement combattu pour nous, mais pour toute la Pologne" proclame-t-il fièrement.

Ce sont pourtant ces mêmes ouvriers de la zone navale qui comptèrent parmi les premiers perdants de la jeune économie de marché polonaise. En 1996, le chantier a dû déposer le bilan et a ensuite été absorbé par le groupe naval Gdingen, dont il est aujourd'hui devenu une simple filiale. Pour beaucoup d'ouvriers, la démocratie polonaise est plus synonyme de népotisme et d'exploitation que de prospérité, de légalité et de liberté d'expression. "A l'heure actuelle, tout ne tourne plus qu'autour de l'argent" déplore Trawicki. "Notre devise de l'époque, 'Etre plus qu'avoir', n'est malheureusement plus à l'ordre du jour."

Signe des temps, un musée doit à présent être construit en l'honneur de ce mouvement à l'origine du déclin de la dictature du bloc soviétique. Le projet a été conçu dans le cadre de l'idée ambitieuse de la construction d'une ville nouvelle de 73 hectares sur une partie des anciens chantiers navals de Gdansk. Le musée se situera à l'entrée de la future "city portuaire". Sa façade montrera un Lech Walesa souriant regardant d'un air triomphant la future allée de la Liberté. "Ce sourire devrait attirer l'argent des investisseurs", explique Roman Sebastianski, directeur marketing de la société d'investissement Synergia 99. "Ici, le mythe de Solidarnosc erre dans les rues."

Dans les quinze à vingt prochaines années, 10 000 nouveaux emplois devraient être créés et près de 6 000 appartements construits. Mais l'idée de bâtir sur le terrain d'une zone chargée d'Histoire est encore très controversée. Pour beaucoup, qui refusent de se résoudre à une telle éventualité, cette décision sonne le glas du chantier naval. Est-ce que détruire l'ancien chantier Lénine au bout de vingt-cinq ans ne signifie pas également enterrer Solidarnosc sous les fondements de son propre mythe ? La chose est sérieusement débattue cette semaine, à l'occasion des festivités célébrant le quart de siècle du syndicat. On y évoquera aussi l'homme devenu le symbole du rayonnement de Solidarnosc, Lech Walesa, qui, à 61 ans, vient d'annoncer qu'il souhaitait se retirer du syndicat.



## Bogdan Borusewicz, «cerveau» des grèves des chantiers navals

A. T. [Le Figaro, 31 août 2005]

Bogdan Borusewicz est, selon ses propres termes, un «*ex-révolutionnaire professionnel*». En 1968 déjà, il manifestait avec ses copains étudiants dans les rues de Gdansk. Moins connu que Lech Walesa ou que ses éminents conseillers, Bronislaw Geremek, Jacek Kuron, Adam Michnik ou Tadeusz Mazowiecki, il n'en reste pas moins le «cerveau» des grèves d'août 1980 à Gdansk. Après la proclamation de l'état de guerre par le général Jaruzelski, il sera l'un des membres de la direction clandestine de Solidarnosc. Pour lui, août 1980 représente «*le 14 Juillet de la Pologne, une vraie révolution, mais où pas une seule goutte de sang n'a été versée*».

Tout a commencé le 1<sup>er</sup> juillet 1980, lorsque la hausse des prix alimentaires devient la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Elle déclenche une flambée de grèves à travers le pays que les concessions salariales du gouvernement d'Edward Gierek ne parviennent pas à éteindre. Le 14 août, sous l'impulsion de plusieurs activistes, parmi lesquels Borusewicz, les chantiers Lénine de Gdansk, prenant prétexte du licenciement d'une ouvrière, Anna Walentynowicz, débrayent à leur tour. Un comité de grève est créé. L'électricien Lech Walesa prend la tête du mouvement. «*Les ouvriers firent preuve d'un courage incroyable*», se souvient Bogdan Borusewicz. Pour autant, confie-t-il, «*à l'époque, la chute de l'empire soviétique et la reconfiguration géographique de l'Europe qui en a découlé étaient pour moi impensables*».

Historien de formation, Bogdan Borusewicz est aujourd'hui vice-président du parlement régional de Poméranie. Il est aussi candidat aux sénatoriales. Depuis quelques années, il concocte un album de photos sur les années 80. L'une d'elles, prise par un policier, le montre assis et menotté après son arrestation le 8 janvier 1986. La photo lui a été confiée il y a tout juste quelques semaines par son auteur qui est toujours policier.

## «Je ne sais pas comment j'ai fait !»

(S.Vt.). Mis en ligne le 31/08/2005

Sa voisine de palier n'en revient pas. Henryka Krzywonos, la dame rondelette qui offre son toit aux orphelins, serait aussi celle qui a lancé la grande grève des transports en commun le 15 août 1980? Toutes ces années passées à se côtoyer dans cet immeuble de Gdansk, elle ne l'a jamais su. «On voulait s'arrêter beaucoup plus tôt», se souvient Henryka, «mais aucun chauffeur ne le faisait, après en avoir discuté avec sa famille». Assise à la longue table de sa salle à manger, décorée de fausses plantes, elle explique: «On gagnait bien notre vie mais, on devait travailler 400 heures par mois». En plus, «les trams étaient en très mauvais état et les travailleurs n'étaient pas estimés». Alors, «quand nous avons appris que les chantiers navals s'étaient mis en grève, j'ai arrêté mon tram» et bloqué toute la circulation. «J'ai dit: c'est fini, le tram n'avance plus. J'avoue que j'avais très peur de la réaction des passagers mais les gens, au lieu de m'agresser, m'ont applaudie», sourit-elle. «Je ne sais pas comment j'ai fait.» Elle rit. Et reprend sérieusement: «J'avais la haine». Dans le salon, les enfants écoutent. Le 16 août, les collègues de Henryka l'envoient aux chantiers navals, où elle apprend que la grève y prend fin. Elle s'insurge. Lech Walesa prend la tête d'un comité interentreprises et une grève de solidarité reprend de plus belle. La dame feuillette un album de photos qu'elle a gardées de cette époque. Certaines ont été arrachées et disséminées en Pologne, «pour les sauver». Les ennuis de Henryka ont commencé plus tard, après que le général Jaruzelski eut décrété l'état de guerre le 13 décembre 1981. La police politique «me rendait souvent visite. Ils enfonçaient la porte, vidaient les armoires à terre.» Malgré les arrestations, elle s'engage dans des activités clandestines. Un jour, un policier trouve dans son lit un élément pour imprimer des tracts, mais n'a manifestement aucune idée de sa finalité. «Il m'a demandé ce que c'était, j'ai répondu un rouleau à tarte et il est parti.» Sentant le danger, Henryka demande à un compagnon d'un immeuble voisin de venir illico chercher le cylindre par un passage souterrain. Quand les policiers reviennent, tout de suite après, ils foncent vers sa chambre. «Où est le rouleau à pâte?» Elle se dirige vers sa cuisine pour montrer un banal ustensile. «J'ai été battue, j'ai fait une fausse couche et ils m'ont laissée à terre», poursuit-elle. Puis, «j'ai reçu une lettre me défendant de travailler en Pologne.» De cette période, elle paie encore les conséquences aujourd'hui: on lui a effacé quatre années de travail des registres. Mais elle ne le regrette pas. «Il fallait mener ce combat.» Même si la Pologne d'aujourd'hui n'est pas tout à fait celle dont elle avait rêvé.

© La Libre Belgique 2005

## Lech Walesa rend hommage au rôle moteur de Jean Paul II

VARSOVIE (AP lundi 29 aout 2005, 13h37)

Donnant le coup d'envoi de trois jours de commémorations, Lech Walesa, l'électricien des chantiers navals de Gdansk qui fonda il y a 25 ans Solidarité, premier syndicat indépendant à voir le jour de l'autre côté du rideau de fer, a rendu hommage lundi au pape Jean Paul II, inspirateur de son combat.

"Il ne nous a pas dit de faire la révolution, il n'a pas appelé au coup d'Etat, mais il était si suggestif que nous avons tous dû nous définir", a raconté Walesa, se souvenant de cette visite historique du pape en Pologne, en 1979, acte fondateur qui donna aux Polonais le courage de se battre contre le régime communiste.

"La nation polonaise, et nombre d'autres nations, se sont alors réveillées", a ajouté celui qui devint par la suite le premier président de la Pologne démocratique d'après-guerre.

Né en 1980, des grèves sur les chantiers navals de la cité portuaire de Gdansk, sur la Baltique, Solidarité est considéré comme le détonateur du vent de libération sur l'Europe de l'Est qui déboucha sur la fin du communisme et la chute du Mur de Berlin.

"C'était en nous, dans nos coeurs, que quelque chose commença qui a changé la face du monde", avait auparavant déclaré Walesa, 61 ans, devant les deux chambres du parlement polonais. Il avait été accueilli par le président du parlement Wlodzimierz Cimoszewicz comme "le symbole universellement reconnaissable de la Pologne". AP



## Lech Walesa appelle les dissidents du monde à s'inspirer de Solidarnosc

GDANSK (Pologne) (AFP, mardi 30 aout 2005) - Le chef historique du syndicat polonais Solidarité Lech Walesa a appelé mardi les dissidents de pays à régimes autoritaires, réunis en conférence à Gdansk (nord), à "s'inspirer du modèle de Solidarnosc" pour instaurer chez eux la liberté et la démocratie.

"Il n'y a pas une seule recette pour résoudre les conflits dans le monde (...) mais regardez attentivement pour voir si vous ne trouverez pas dans le modèle de Solidarité des éléments qui peuvent vous être utiles", a déclaré M. Walesa, 25 ans après la naissance à Gdansk du premier syndicat libre en pays communiste.

Plusieurs dizaines de dissidents d'une dizaine de pays dotés de régimes totalitaires ou autoritaires participent à cette conférence parrainée par une ONG internationale, The New Atlantic Initiative.

Le dissident chinois vivant aux Etats-Unis Harry Woo, qui avait passé 19 ans dans un camp de travail chinois, a déclaré à l'AFP que "malheureusement la grande majorité des Chinois n'ont jamais entendu parler de Solidarité. Il y a peut-être une certaine liberté économique en Chine, mais les médias chinois restent sous le contrôle des autorités".

La conférence donne lieu à plusieurs débats, notamment sur la situation en Corée du Nord, avec la participation du dissident nord-coréen Kang Cheol-Hwan, sur celle en Birmanie, à Cuba, au Bélarus et au Moyen-Orient.

"Nous voulons donner de l'espoir aux militants d'autres pays", a déclaré Radek Sikorski, directeur exécutif de New Atlantic Initiative.

"Si Solidarité a réussi à faire une révolution sans violence, d'autres ont toutes les chances de réussir également. Ils pourront aussi éviter les erreurs commises par le mouvement polonais", a ajouté M. Sikorski, ancien vice-ministre des Affaires étrangères polonais après la chute du communisme.

"Je crois profondément que grâce à nos débats, ici à Gdansk où tout a commencé (la chute du communisme), il sera possible d'édifier un monde meilleur et d'orienter vos pays sur la voie du progrès", a dit M. Walesa aux dissidents.

Mercredi, la principale cérémonie d'anniversaire de Solidarité réunira à Gdansk une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement.



## Pologne : l'héritage terni de Solidarnosc

*Célébration du 25e anniversaire du premier syndicat libre à l'Est sur fond de tensions.*

Par Véronique SOULE, mercredi 31 août 2005 (Libération - 06:00)

La Pologne fête aujourd'hui en grande pompe le vingt-cinquième anniversaire de la création de Solidarnosc, le premier syndicat libre du monde communiste. Une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que des personnalités comme les ex-présidents américain George Bush et tchèque Vaclav Havel, sont attendus. Ces commémorations se déroulent dans un contexte tendu : la Pologne s'apprête à marquer un tournant à droite lors des législatives et elle est plongée dans la tourmente de la «lustration», cette campagne de vérification du passé des hommes publics, dont ceux issus de Solidarité, par la publication sauvage des dossiers de l'ex-police politique.

**Séminaire.** Tout le mois, des manifestations se sont succédé pour marquer ce qui fut la première fissure dans le «bloc» socialiste et qui a débouché, neuf ans plus tard, sur la chute du régime communiste. A Varsovie, un colloque a réuni 800 personnes, dont le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer, le défenseur russe des droits de l'homme Sergueï Kovalev et l'ex-secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright. A Gdansk, autour de Lech Walesa, un autre séminaire a rassemblé, hier, des dissidents du monde entier.

L'ex-dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev a finalement décliné l'invitation. «*Les choses n'ont pas bougé avant que ne commencent les transformations en Union soviétique, a-t-il expliqué, selon Itar-Tass. Le monde entier comprend le rôle immense joué par la Perestroïka.*» Alors que les relations entre les deux voisins sont au plus bas, un fossé subsiste sur la portée des événements d'août 1980. Les Polonais, et avec eux la plupart des Occidentaux, estiment que Solidarnosc a ouvert la voie aux changements à l'Est ; Gorbatchev revendique, lui, le rôle décisif.

«**Cours nouveau**». Invité, Jacques Chirac n'a pu se libérer et a envoyé deux lettres, l'une au président Aleksander Kwasniewski, l'autre à Lech Walesa. Soulignant que les grèves ont imprimé «*un cours nouveau à l'histoire de l'Europe*», il salue «*le long et courageux processus de transformation démocratique, de modernisation économique et de profondes réformes*». Le président allemand Horst Köhler, lui, a bien fait le voyage, comme ses homologues ukrainien Viktor Iouchtchenko et géorgien Mikhaïl Saakachvili, et le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

Signe des temps, cet anniversaire a donné lieu à des cérémonies séparées. A Varsovie, Anna Walentynowicz, l'ouvrière des chantiers navals dont le licenciement avait déclenché les grèves, a participé à une cérémonie au Parlement avec la droite nationaliste. Depuis des années, elle est brouillée avec Walesa, qu'elle accuse d'être un agent communiste. Le mouvement de 1980, qui a compté 10 millions de membres, n'est déjà plus qu'un souvenir. Les rivalités et la lutte pour le pouvoir des années 90 en ont passablement terni l'héritage.



VARSOVIE (AFP)

## Le syndicat polonais Solidarité né à Gdansk fête ses 25 ans

Des centaines de personnalités, dont une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement, célébreront solennellement mercredi les 25 ans de Solidarité, premier syndicat libre du monde communiste né des grandes grèves des chantiers navals de Gdansk (nord de la Pologne).

Cet anniversaire, célébré sur le thème "Solidarité, le chemin vers l'Europe unie", est marqué un peu partout en Pologne depuis plusieurs jours, mais également à Bruxelles, Paris, Londres et New York.

"Solidarité est une leçon pour l'Europe qui s'unit", a déclaré le président polonais Aleksander Kwasniewski en inaugurant lundi à Varsovie une conférence internationale de deux jours réunissant près de 800 personnalités, dont le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer, le défenseur russe des droits de l'Homme Sergueï Kovaliov, le cardinal français Jean-Marie Lustiger, l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright et les fondateurs et conseillers du syndicat.

L'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, promoteur de la perestroïka, n'a pas accepté de venir célébrer cet anniversaire en Pologne.

Tournées vers l'avenir, les manifestations comprendront aussi une conférence de dissidents d'une dizaine de pays dont les gouvernements sont totalitaires ou autoritaires. Parrainée par une ONG internationale, The New Atlantic Initiative, la conférence donnera lieu à plusieurs débats, notamment sur la situation en Corée du Nord, à Cuba, au Bélarus et au Moyen-Orient.

Une exposition de photos organisée dans la capitale polonaise rappelle depuis dimanche les grands moments des 17 jours de grèves qui ont tenu le monde en haleine. S'y ajoutent de nombreux films ou documentaires et des concerts, dont celui vendredi dernier du Français Jean-Michel Jarre face à 100.000 spectateurs réunis aux chantiers navals de Gdansk.

"L'élan polonais vers la liberté, puis le courage et la détermination des peuples de l'Europe centrale et orientale ont fait qu'en 1989 le système communiste s'est écroulé, le Mur de Berlin est tombé, et c'est grâce

à cela que l'Europe a pu s'unir en 2004", rappelait lundi encore Bronislaw Geremek, grande figure de Solidarnosc, ancien ministre des Affaires étrangères et aujourd'hui député européen.

Pourtant, la chute du Mur reste le premier symbole de la disparition du rideau de fer et celui des transformations démocratiques à l'Est.

Un discours prononcé lundi au Parlement par Lech Walesa, dirigeant historique de Solidarité et premier président élu de la Pologne démocratique, Lech Walesa avait donné le coup d'envoi officiel de cet anniversaire.

Le point fort des célébrations sera jeudi à 12h30 locales une messe en plein air au pied du monument dédié aux victimes des révoltes ouvrières sous le communisme. Ce monument représente trois immenses croix pointées vers le ciel devant l'entrée principale des chantiers navals de Gdansk.

A 17h00, une cérémonie en présence des VIP au même endroit comprendra la pose de la première pierre d'un "Centre de solidarité européenne" qui doit être érigé sur le terrain des chantiers.

Parmi les hauts dirigeants attendus figurent les présidents allemand Horst Koehler, ukrainien Viktor Iouchtchenko, géorgien Mikhaïl Saakachvili, hongrois Laslo Solyom, le vice-premier ministre britannique John Prescott, le président de la Commission européenne Jose Manuel Durao Barroso, les Premiers ministres belge Guy Verhofstadt, finlandais Matti Vanhanen et néerlandais Jan Peter Balkenende.



## Des centaines de personnalités célèbrent aujourd'hui l'anniversaire du premier syndicat libre du monde communiste Solidarnosc, vingt-cinq ans après

A.T. (avec AFP.) [Le Figaro, 31 août 2005]

Des centaines de personnalités, dont une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement, célèbrent aujourd'hui à Gdansk les vingt-cinq ans de Solidarité, premier syndicat libre du monde communiste, né des grandes grèves des chantiers navals. Parmi les hauts dirigeants attendus figurent les présidents allemand Horst Koehler, ukrainien Viktor Iouchtchenko, géorgien Mikhaïl Saakachvili, hongrois Laslo Solyom, le vice-premier ministre britannique John Prescott, le président de la Commission européenne José Manuel Durao Barroso, les premiers ministres belge Guy Verhofstadt, finlandais Matti Vanhanen et néerlandais Jan Peter Balkenende.

Dans deux lettres adressées au président polonais Aleksander Kwasniewski et à Lech Walesa, Jacques Chirac a tenu à saluer «*les héros de Gdansk*» en rappelant que les grèves d'août 1980 avaient «*imprimé un cours nouveau à l'histoire de l'Europe*». L'ancien président tchèque Vaclav Havel, artisan de la «révolution de velours» dans l'ex-Tchécoslovaquie, participe à cet anniversaire, célébré également à Bruxelles, Paris, Londres et New York. Invité lui aussi, l'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a refusé de se joindre à ces commémorations, estimant qu'il ne fallait pas exagérer le rôle des grévistes de Gdansk par rapport à celui de la perestroïka dont il fut l'instigateur en URSS.

Lundi déjà, une conférence internationale de deux jours a réuni à Varsovie près de 800 personnalités, dont le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, le défenseur russe des droits de l'homme Sergueï Kovaliov, le cardinal Jean-Marie Lustiger, l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, l'ancien conseiller du président Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski, ainsi que les fondateurs et

conseillers du syndicat. *«L'élan polonais vers la liberté, puis le courage et la détermination des peuples de l'Europe centrale et orientale ont fait qu'en 1989 le système communiste s'est écroulé, le Mur de Berlin est tombé, et c'est grâce à cela que l'Europe a pu s'unir en 2004»*, a rappelé Bronislaw Geremek, grande figure de Solidarnosc, ancien ministre des Affaires étrangères et aujourd'hui député européen.

Les manifestations comprennent aussi une conférence de dissidents d'une dizaine de pays soumis à des régimes autoritaires. Parrainée par une ONG internationale, The New Atlantic Initiative, la conférence donnera lieu à plusieurs débats, notamment sur la situation en Corée du Nord, à Cuba, en Biélorussie et au Moyen-Orient. A cette occasion, Lech Walesa a appelé ces pays à *«s'inspirer du modèle de Solidarnosc»*.

Une exposition de photos organisée dans la capitale polonaise rappelle depuis dimanche les grands moments des 17 jours de grève qui ont tenu le monde en haleine. S'y ajoutent de nombreux films ou documentaires. Demain, une messe aura lieu au pied du monument dédié aux victimes des révoltes ouvrières sous le communisme, à l'entrée des chantiers. Une cérémonie officielle verra aussi la pose de la première pierre d'un Centre de solidarité européenne.

NOUVELOBS.COM | 31.08.05 | 12:48

## Solidarité fête ses 25 ans

**Anniversaire.** A l'occasion des 25 ans du premier syndicat indépendant dans le bloc soviétique, Solidarnosc, Lech Walesa insiste sur le fait que le communisme a été renversé par Solidarité "sans un seul coup de fusil, sans effusion de sang".

Le communisme a été renversé par Solidarité "sans un seul coup de fusil, sans effusion de sang", a déclaré mercredi 31 août à Gdansk Lech Walesa, son chef historique, lors des cérémonies du 25ème anniversaire de la naissance de ce premier syndicat indépendant dans le bloc soviétique.

"Notre génération a su sans un seul coup de fusil, sans effusion de sang renverser" le communisme, alors qu'"en Pologne stationnaient à l'époque quelque 200.000 soldats et que nos frontières étaient encerclées par un million d'autres soldats", a-t-il rappelé.

Lech Walesa parlait devant une vingtaine de chef d'Etats et de gouvernement et syndicalistes venus assister au dernier jour d'une conférence sur le rôle de Solidarité, entamée à Varsovie lundi.

En 1978, "un Polonais (Karol Wojtyla) est devenu pape et c'est grâce à lui que tout a commencé", a également souligné Lech Walesa, rendant hommage au pape Jean Paul II décédé en avril.

Les présidents allemand Horst Köhler, ukrainien Viktor Iouchtchenko, géorgien Mikhaïl Saakachvili, l'ancien président et dissident tchèque Vaclav Havel et le président de la Commission européenne José Manuel Durao Barroso participent notamment à ces cérémonies.

### "Une leçon pour l'Europe"

Cet anniversaire, célébré sur le thème "Solidarité, le chemin vers l'Europe unie", est marqué un peu partout en Pologne depuis plusieurs jours, mais également à Bruxelles, Paris, Londres et New York.

"Solidarité est une leçon pour l'Europe qui s'unit", a déclaré le président polonais Aleksander Kwasniewski en inaugurant lundi à Varsovie une conférence internationale de deux jours réunissant près de 800 personnalités, dont le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer, le défenseur russe des droits de l'Homme Sergueï Kovaliov, le cardinal français Jean-Marie Lustiger, l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright et les fondateurs et conseillers du syndicat.

L'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, promoteur de la perestroïka, n'a pas accepté de venir célébrer cet anniversaire en Pologne.

## Conférence, expo et concert

Tournées vers l'avenir, les manifestations comprendront aussi une conférence de dissidents d'une dizaine de pays dont les gouvernements sont totalitaires ou autoritaires.

Parrainée par une ONG internationale, The New Atlantic Initiative, la conférence donnera lieu à plusieurs débats, notamment sur la situation en Corée du Nord, à Cuba, au Bélarus et au Moyen-Orient.

Une exposition de photos organisée dans la capitale polonaise rappelle depuis dimanche les grands moments des 17 jours de grèves qui ont tenu le monde en haleine. S'y ajoutent de nombreux films ou documentaires et des concerts, dont celui vendredi dernier du Français Jean-Michel Jarre face à 100.000 spectateurs réunis aux chantiers navals de Gdansk.

"L'élan polonais vers la liberté, puis le courage et la détermination des peuples de l'Europe centrale et orientale ont fait qu'en 1989 le système communiste s'est écroulé, le Mur de Berlin est tombé, et c'est grâce à cela que l'Europe a pu s'unir en 2004", rappelait lundi encore Bronislaw Geremek, grande figure de Solidarnosc, ancien ministre des Affaires étrangères et aujourd'hui député européen.

## Messe jeudi

Pourtant, la chute du Mur reste le premier symbole de la disparition du rideau de fer et celui des transformations démocratiques à l'Est.

Le point fort des célébrations sera jeudi à 12h30 locales une messe en plein air au pied du monument dédié aux victimes des révoltes ouvrières sous le communisme. Ce monument représente trois immenses croix pointées vers le ciel devant l'entrée principale des chantiers navals de Gdansk.

A 17h00, une cérémonie en présence des VIP au même endroit comprendra la pose de la première pierre d'un "Centre de solidarité européenne" qui doit être érigé sur le terrain des chantiers.



## A Gdansk, les chefs d'Etat et de gouvernement rendent hommage à Solidarité

GDANSK (AFP, 31 août) –

Une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement rassemblés à Gdansk, port de la Baltique, ont rendu hommage à Solidarité, le premier syndicat libre du bloc de l'Est dont le rôle est considéré comme crucial dans le renversement du communisme.

Ce renversement s'est produit "sans un seul coup de fusil, sans effusion de sang", a souligné le chef historique de Solidarité, Lech Walesa, au dernier jour d'une Conférence intitulée: "De Solidarité à la liberté".

Pour le président de la Commission européenne José Manuel Durao Barroso, qui a dit un "grand merci" au mouvement, il n'y pas de doute: "Sans Solidarité, il n'y aurait pas d'Europe élargie".

"Vos efforts ont mobilisé les peuples vivant sous le joug soviétique", a-t-il ajouté.

M. Walesa a rappelé qu'en Pologne stationnaient à l'époque quelque 200.000 soldats soviétiques et qu'elle était encerclée par un million d'autres. "Qui aurait imaginé de faire une révolution dans ces conditions-là ?", s'est-il interrogé ?



"Comme dans un jeu de dominos, Solidarité a fait tomber les régimes autoritaires de l'Allemagne démocratique, de la République tchèque et de la Hongrie", a rappelé le président polonais Aleksander Kwasniewski.

Les présidents ukrainien Viktor Iouchtchenko, allemand Horst Köhler, hongrois Laszlo Solyom, serbe Boris Tadic et géorgien Mikhaïl Saakachvili, les premiers ministres de plusieurs pays européens et d'anciens dissidents comme Vaclav Havel étaient à Gdansk. Le président américain George W. Bush a envoyé un message spécial pour l'occasion.

Une grande messe en plein air a été célébrée face à l'entrée des chantiers navals de Gdansk et au monument aux victimes de la révolte ouvrière de 1970 par l'ancien secrétaire particulier de Jean Paul II, Mgr Stanislaw Dziwisz. Tout juste nommé archevêque de Cracovie et chargé de représenter Benoît XVI à Gdansk, il a rappelé le soutien du pape décédé à Solidarité, le qualifiant de "père" incontestable du mouvement.

A l'arrivée du président polonais Kwasniewski, accompagné de M. Walesa, des sifflements ont retenti parmi les quelque 15.000 personnes présentes. "Voleur, à bas les communistes", ont-ils scandé, sans doute à l'adresse du chef de l'Etat, un ex-communiste reconverti à la social-démocratie.

Beaucoup sont venus des quatre coins de la Pologne, tel Romuald Tatus, 56 ans, ancien mineur à Wodzislaw (sud), qui a fait 12 heures de train. Il fait partie d'une multitude de délégations syndicales venues avec les étendards qu'elles avaient dû ranger quand le général Wojciech Jaruzelski avait tenté d'écraser Solidarité en instaurant l'état de siège le 13 décembre 1981.

Aujourd'hui, ils les ont brandi avec fierté. "Il faut célébrer cet anniversaire", juge Tatus.

Le parlement polonais a décrété que dorénavant le 31 août est une fête nationale, le "jour de Solidarité et de la liberté".

D'autres sont venus à pied ou au pas de course, tels un groupe d'anciens syndicalistes qui ont parcouru 600 km depuis la frontière polono-tchèque. "Notre course, notre sueur, nos efforts, c'est pour Solidarité", a déclaré Edward Ogonowski, 56 ans, technicien dans une société de surgelés, en revêtement sportif aux couleurs nationales rouge et blanche sur un T-shirt frappé de l'insigne de Solidarnosc.

Les cérémonies ont été boycottées par certains syndicalistes et d'anciens proches de Walesa, tels Anna Walentynowicz et Andrzej Gwiazda.

Pour protester contre la baisse des activités des chantiers navals de Gdansk, 200 syndicalistes ont organisé leur propre cérémonie et passé la nuit sur le site pour "pour montrer qu'il reste beaucoup à faire en Pologne au niveau social", selon le président de Solidarité des chantiers Roman Galezewski. 18% de la population active est sans travail.



Lech Walesa lors d'une cérémonie avec 200 jeunes polonais nés en même temps que Solidarité, le 31 août 1980.



Lech Walesa découpe le 30 août 2005 un gâteau d'anniversaire dédié au syndicat Solidarité - AFP



Le président Kwasniewski au 25<sup>e</sup> anniversaire de Solidarité

L'Express du 29/08/2005

## Pologne. Quand le communisme a chancelé par Bernard Guetta

Il y a vingt-cinq ans naissait avec les accords de Gdansk le premier syndicat libre dans un pays du bloc soviétique. C'était le début de la fin d'un régime que l'on croyait à l'époque sans retour

Aux pieds d'un Lénine en plâtre, Walesa ronfle. Il s'est écroulé de sommeil, épuisé par ces heures où, grimant sur les grilles du chantier naval, il a pris la tête de la grève, haranguant ses camarades, gouailleur, énergique, multipliant les bons mots. Douze heures plus tôt, la direction avait proposé 1 500 zlotys d'augmentation mensuelle, le tiers du salaire moyen, en échange d'une reprise du travail.

Les délégués d'atelier avaient accepté.

Tout semblait fini mais, aux portes du chantier, les délégations des autres usines de la région protestaient: «Si vous reprenez, nous n'obtiendrons rien», avait lancé le représentant d'un dépôt de bus. Walesa l'avait approuvé et la base avait suivi ce moustachu, électro-mécanicien de 37 ans, catholique fervent et ancien des comités de grève de 1970, qui avait appelé, lui, à poursuivre le mouvement «jusqu'à la victoire de tous».

Loin de finir, c'est à ce moment-là que tout avait commencé.

«Cent ans! Qu'il vive cent ans», avaient entonné les ouvriers, engoncés dans leurs vestes matelassées, casques vissés sur la tête, avant de projeter leur héros en l'air au rythme de ce vieux chant. Walesa allait bientôt devenir Sa Majesté Lech Walesa, emblème de la Pologne, futur Prix Nobel et tombeur du communisme, mais pour l'heure, il dormait, pendant que la première réunion du comité de grève régional élaborait sa liste de «revendications unitaires».

La scène dépasse l'imagination d'une époque où l'on croyait le communisme sans retour.

Dans cette nuit du 16 au 17 août 1980, totalement indifférents à Lénine et s'appuyant sur les conventions internationales signées par leur pays, donc sur la loi, une trentaine d'ouvriers polonais rédigeaient un cahier de doléances, tout aussi révolutionnaire que ceux de 1789 en France. Mains calleuses, droit sortis d'une toile réaliste socialiste, au cœur du plus grand des pays européens alliés de l'URSS, ils écrivent une nouvelle Déclaration des droits de l'homme.

J'étais là, arrivé la veille à Varsovie, accouru à Gdansk, seul journaliste à participer à cette réunion, et je croyais revoir le film à l'envers: retour à 1917, aux soviets, mais changement de scénario. Les mencheviques l'emportent, la révolution prolétarienne ne sera pas bolchevique mais démocratique.

A minuit, ils ont déjà acté le respect de la liberté d'expression, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la suppression des privilèges de l'appareil du parti et, naturellement, la formation de syndicats libres. C'est un austère ingénieur, Andrzej Gwiazda, qui cite les conventions. Une conductrice de bus, matrone rousse à la flamme de Flora Tristan, pousse les feux. On progresse par consensus et, lorsqu'on en arrive aux élections pluralistes, dimanche avant l'aube, le 17 août, les membres du KOR - Comité de défense des ouvriers - échangent des regards affolés.

Trois ans plus tôt, ces jeunes intellectuels ont arraché au pouvoir l'amnistie des émeutiers de Radom et d'Ursus, d'autres ouvriers qui avaient débrayé pour la même raison que ceux de Gdansk: une augmentation

du prix de la viande. Depuis, l'opposition a pignon sur rue, traquée, harcelée mais, en fait, tolérée, car son prestige est si grand et le pouvoir si faible qu'elle a imposé un rapport de forces au parti.

Communisme ou pas, il y a alors une vie politique en Pologne, fruit des premières concessions du régime après les manifestations de 1956 à Poznan, de la puissance que l'Eglise avait recouvrée à la faveur de cet «Octobre polonais», des manifestations étudiantes de 1968, des révoltes ouvrières de 1970 et 1976 et de l'élection, bien sûr, de Jean-Paul II.

En cet été 1980, tous les courants de l'opposition savent que cette nouvelle grève, rampante depuis cinq semaines et désormais montante dans tout le pays, peut permettre de nouveaux progrès, mais qu'il faut savoir ne pas aller trop loin.

Les élections libres, c'est trop.

«C'est du maximalisme! Si le parti cédait sur les élections, Moscou interviendrait», s'exclame un oppositionnel en agitant le spectre de Budapest, de l'écrasement de l'insurrection hongroise par l'Armée rouge. «Il faut leur permettre de sauver la face», poursuit-il. Attentifs, les délégués ne sont pas convaincus: «On leur laisse une porte de sortie, puisqu'on les laisse gouverner», rétorque la conductrice de bus. L'argument porte. La salle est pour elle. C'est l'aspiration du pays, dit-on. Pourquoi ne pas réclamer ce que chacun veut? Désespérés, les oppositionnels secouent Walesa, le réveillent.

«Pas tout tout de suite!» dit-il, les yeux bouffis. Mais ce n'est qu'au petit matin qu'il finit par obtenir le remplacement du pluralisme électoral par la libération des prisonniers politiques. Le premier syndicat libre du monde communiste vient de naître. En quelques jours, la grève s'étend à tout le pays. Solidarnosc va compter 10 millions de membres. Le régime est échec et mat, et le 31 août, il y a vingt-cinq ans, le bureau politique cède sur toute la ligne.

«J'accepte, je signe», dit à chaque revendication le vice-Premier ministre, venu négocier au chantier. Mais cette bataille aux pieds de Lénine, cette tension de l'accouchement entre les têtes de l'opposition et la base ouvrière durera seize mois, jusqu'au coup d'Etat du général Jaruzelski.

Seize mois durant, cette lutte se répétera de semaine en semaine entre des ouvriers très majoritairement arrivés à l'âge adulte après la déstalinisation, qui n'ont pas vraiment peur d'un pouvoir dont ils vivent la faillite, qui veulent que cela change car cela doit changer, et des militants et des universitaires, devenus conseillers politiques de Walesa, qui voient, eux, le monde paniquer.

Heure par heure, toutes les capitales les supplient de ne pas aller trop loin et les alertent sur les mouvements de troupes soviétiques. Président d'un syndicat, Walesa passera seize mois à arrêter et non pas à lancer des grèves, à canaliser la colère qui éclate, systématiquement, chaque fois que le pouvoir tente de reprendre la main. L'histoire de Solidarnosc est celle d'un camion de pompiers ambulants, sillonnant le pays pour éteindre les incendies politiques, mais si Walesa finit toujours par se faire entendre, à faire triompher la raison comme il l'avait fait dans cette nuit du 16 au 17 août, c'est que cette insurrection ouvrière est en même temps une insurrection nationale - la poursuite de l'interminable et héroïque bataille polonaise pour l'indépendance.

Ce n'est pas seulement que même les plus radicaux des syndiqués savent jusqu'où il ne faut pas aller - au point où le Kremlin aurait encore plus à perdre à ne pas intervenir qu'à intervenir - qu'il faut «s'autolimiter», comme disent les militants du KOR. C'est aussi que, mi-syndicat mi-mouvement national, Solidarnosc a une haute conscience des intérêts supérieurs de la patrie, d'un pays qu'il veut moderne, efficace, prospère et pesant son poids dans le monde.

Le seul point sur lequel les grévistes transigeront le 31 août porte sur l'augmentation des salaires. Auraient-ils insisté, le pouvoir aurait accepté, mais, quand Walesa lance, toujours devant Lénine, toujours dans cette

grande salle de conférence du chantier: «On ne peut pas imprimer de billets s'il n'y a pas d'argent en caisse», personne ne proteste.

Bien avant sa légalisation, ce syndicat s'est senti dépositaire du destin polonais. Neutralité ou autonomie de la Pologne au sein du bloc soviétique, le rêve qui l'animait était un *modus vivendi* avec le Kremlin, non pas l'écroulement soviétique mais la reconnaissance d'une exception polonaise dans le partage du monde.

Bien avant la signature des accords, Walesa martelait qu'il fallait faire de la Pologne un «nouveau Japon», et c'est ce désir historique qui explique ce qu'est devenu le pays après la chute du Mur, la vitesse et l'enthousiasme avec lesquels il s'est lancé dans le libéralisme et la «thérapie de choc» économique, son admiration pour les Etats-Unis et sa condescendance envers les syndicats et les gauches de la vieille Europe.

Asservie, divisée depuis tant de siècles par tous ses voisins, la Pologne de 1980 voulait renaître, redevenir la puissance qu'elle avait été et tout semblait lui en donner la capacité. Tout confortait cette ambition: la fusion de ses identités nationale et religieuse comme la longue résistance à ses oppresseurs successifs; la subtilité d'une élite intellectuelle forgée par les universalismes catholique, juif et communiste comme la tragique expérience qu'elle fit des deux totalitarismes; cette rencontre unique entre les forces d'un mouvement ouvrier et d'un élan national comme ce hasard qui fit naître Solidarnosc quand Brejnev se mourait et que l'URSS s'empêtrait dans l'aventure afghane. L'Histoire s'est écrite à Gdansk. Elle fut noble, haletante, magnifique. Je n'ai à peu près pas dormi pendant seize mois et, le jour de la proclamation de l'état de guerre, après avoir vu arrêter tous mes amis dans la nuit, après avoir tenté de faire échapper Bronislaw Geremek à la rafle, j'étais encore au chantier, pleurant comme un enfant perdu avec Anna Walentynowicz, toute petite et si grande dame de cette épopée.

Pour le monde libre, la page était tournée.

Vu de l'Ouest, la normalisation allait inmanquablement triompher, comme toujours. Mais, de Varsovie quadrillée, de ce pays soudain coupé du monde comme Gdansk l'avait été pendant la grève, je voyais un tout autre tableau, celui d'un pays que l'URSS n'avait pas osé envahir, celui d'un parti si gangrené par la contestation que le système lui avait préféré l'armée pour rétablir l'ordre - le tableau d'un communisme aux abois qui devait recourir, pour se survivre, à la banalité d'une dictature militaire.

L'agonie communiste avait commencé le 17 août 1980.

Je ne l'imaginai pas aussi courte. J'envisageais une longue série de crises. Je ne me doutais certainement pas que le coup de grâce serait donné, du Kremlin, par un réformateur soviétique qui a préféré démissionner plutôt que suivre l'exemple de Jaruzelski. Je pouvais encore moins concevoir que ce mouvement ouvrier serait, au bout du compte, le triomphe de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan; mais, pour moi, la cause était entendue. Le communisme n'était plus sans retour.

## 31 août 1980 : un tournant historique

A. T. [Le Figaro, 31 août 2005]

Durant l'été 1980, la Pologne traverse une grave crise économique. Le fossé entre la propagande communiste et la vie réelle n'a cessé de s'approfondir. L'opposition s'est organisée et l'élection en 1978 d'un pape polonais, Karol Wojtyla, a redonné espoir. Des grèves éclatent un peu partout dans le pays. Le 14 août, les ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk débrayent à leur tour. Lech Walesa, un électricien licencié par la direction, prend la tête du mouvement. Des intellectuels se joignent aux ouvriers qui réclament entre autres la création d'un syndicat libre ainsi que la garantie de leurs droits civiques.

Chacun garde en mémoire la répression des manifestations de décembre 1970 à Gdansk, celle des insurrections de 1956 à Budapest ou de 1968 à Prague. Malgré la peur, le mouvement de grève s'étend cependant à travers le pays. Le 31 août 1980, au terme d'un incroyable bras de fer de dix-sept jours, le régime communiste et le comité de grève, présidé par Lech Walesa, signent les accords de Gdansk, qui légalisent le premier syndicat libre à l'Est.

L'euphorie ne durera que seize mois. Dès l'automne, des troupes du Pacte de Varsovie se massent le long de la frontière polonaise sous prétexte de manoeuvres et, un an plus tard, dans la nuit du 13 décembre 1981, le général Jaruzelski instaure l'état de guerre. Les chefs de file et nombre de militants de Solidarnosc sont arrêtés, le syndicat est interdit, les grèves de protestation sont brutalement réprimées.

L'activité de Solidarité, déclaré hors la loi, se poursuit dans la clandestinité. Après la visite du pape Jean-Paul II en juin 1987 et une vague de grèves en 1988, le gouvernement et l'opposition renouent le dialogue. Les négociations dites de la Table ronde, du 6 février au 5 avril 1989, aboutissent aux premières élections législatives semi-libres. En avril 1989, Solidarnosc est relégalisé, et en septembre, Tadeusz Mazowiecki devient le premier chef de gouvernement non communiste en Europe de l'Est. Ces événements auront un effet domino dans tous les autres pays satellites de l'ex-URSS. Ils aboutiront notamment, le 9 novembre 1989, à la chute du mur de Berlin, puis quelques mois plus tard à l'éclatement de l'Union soviétique.



«Je savais que la victoire arriverait»

SABINE VERHEST. Mis en ligne le 30/08/2005

*Le 31 août 1980, les grévistes des chantiers navals de Gdansk, emmenés par Lech Walesa, obtiennent gain de cause. Solidarité peut voir le jour. Retour sur les événements avec quelques-uns de leurs acteurs.*

Un vieil homme plié sur sa canne lit consciencieusement les mots gravés sur le monument à la mémoire des ouvriers polonais tombés sous les balles en 1970. «Ils ont sacrifié leur vie pour que tu puisses vivre dans la dignité.» A deux pas, un père accroupi près de son jeune fils regarde, à travers la célèbre grille d'entrée, ce qu'il reste des chantiers navals de Gdansk, 25 ans après les grandes grèves qui permirent la construction du monument et, surtout, donnèrent naissance au premier syndicat libre, Solidarnosc. L'été 1980 est particulièrement chaud. La hausse du coût de la vie dans une Pologne accablée par la crise économique entraîne dans plusieurs grandes entreprises du pays des arrêts de travail qui échappent au

contrôle des organisations syndicales officielles. Aux chantiers navals de Gdansk, c'est le licenciement d'Anna Walentynowicz pour activités syndicales illégales qui met le feu aux poudres.

Avec Lech Walesa, «nous étions cinq et nous avons commencé à organiser la grève le 9 août», explique Jerzy Borowczak, 48 ans et toujours une allure de jeune homme. Vers 6 h du matin, le 14 août 1980, les compagnons pénètrent sur le chantier Lénine et poussent les 17000 ouvriers à la grève. Walesa «n'a pu arriver qu'à 10h30, parce qu'il était suivi depuis 5 h du matin». Agé de 37 ans à l'époque, il avait été engagé en 1967 comme électricien aux chantiers navals. Il participa à la révolte ouvrière de 1970, se lia à l'opposition démocratique en 1976 et finit licencié. «Je ne suis pas devenu chef par hasard», se gargarise-t-il aujourd'hui.

Très vite pourtant, les ouvriers obtiennent ce qu'ils demandent. «Quand je suis arrivée aux chantiers le 16 août, j'ai appris que la grève allait finir», se souvient Henryka Krzywonos, 51 ans, qui, la veille, avait stoppé son tram et paralysé les transports en commun. «Je leur ai expliqué que, sans eux, nous allions être anéantis.» Deux femmes, dont Walentynowicz, prennent sa défense, «et les ouvriers ont fait demi-tour. Walesa a dit: «Puisque c'est comme ça, on continue». Il n'allait pas vaincre trois femmes!».

Cette grève de solidarité - d'où le nom - se structure, les comités avancent des revendications non seulement matérielles, comme l'augmentation des salaires et la création de crèches, mais aussi politiques, telles que la reconnaissance de syndicats libres, le droit de grève ou la liberté d'expression et d'information. «C'étaient aux demandes politiques que les ouvriers tenaient le plus», se souvient Bronislaw Geremek, 73 ans, aujourd'hui eurodéputé.

Cet ancien ministre des Affaires étrangères (1997-2000) n'est pas arrivé à Gdansk par hasard. «Des amis journalistes m'avaient raconté qu'il y avait dans ce mouvement une détermination, un espoir et donc un danger sans précédent. Dans les milieux de l'opposition démocratique à Varsovie, nous avons pensé qu'il fallait faire quelque chose.» Lui et Tadeusz Mazowiecki, qui deviendra Premier ministre en 1989, sont chargés d'apporter aux ouvriers une lettre de soutien des intellectuels. Sur place, le 22 août, «Walesa nous a dit: nous n'avons que faire de lettres, mais nous avons besoin d'être aidés, parce que nous risquons d'être roulés». C'est ainsi que les ouvriers s'entourent d'experts, dissidents et intellectuels opposés au régime. «Nous étions très contents de les avoir avec nous», se rappelle Jerzy Borowczak, qui a été élu député en 1997. «Nous savions que leur présence était très importante.»

«Quand nous sommes arrivés, Gdansk nous a semblé incroyable: c'était une ville libre», relate Geremek. «Le portrait de Jean-Paul II était présent, les ouvriers écoutaient Radio Free Europe, il y avait la messe, on se confessait sur le chantier. Ce qui ne devait jamais être public l'était devenu.» Les grévistes, qui gardent en mémoire la répression sanglante des grèves de 1970 et les interventions soviétiques en Hongrie (1956) et en Tchécoslovaquie (1968), ont la peur au ventre, mais le souvenir de Jean-Paul II qui, un an plus tôt, leur avait lancé «n'ayez pas peur», leur donne la force de poursuivre. «C'était une révolution pour la liberté, mais une révolution marquée dès le début par le refus de la violence», rappelle Geremek.

«Au moment où toute la Pologne s'est jointe à nous, ils (les dirigeants communistes) ont compris qu'ils étaient obligés de négocier», estime Borowczak. Néanmoins, «nous étions conscients qu'il ne fallait pas dépasser la ligne rouge. Nous savions que nous ne pouvions pas demander les élections libres ou l'abolition de la censure. Mais nous étions tout le temps sur cette ligne rouge», témoigne Geremek.

Après 17 jours d'après négociations avec le pouvoir, les grévistes obtiennent gain de cause. Dans la grande salle de conférence du chantier, où le buste de Lénine voisine avec un crucifix, Lech Walesa - un énorme stylo à l'effigie du Pape en main - signe avec le vice-Premier ministre Jagielski les accords de Gdansk, qui prévoient notamment la reconnaissance de syndicats libres derrière le rideau de fer. Le 31 août à 16h35, Walesa annonce la fin de la grève.

Solidarnosc, institué dans la foulée, revendique bientôt près de 10 millions de membres. Trop, beaucoup trop pour Moscou et Varsovie. Pour briser l'élan, le général Jaruzelski décrète le 13 décembre 1981 la loi

martiale en Pologne. Une chape de plomb s'abat sur le pays. Le syndicat est rejeté dans la clandestinité, l'électricien placé en résidence surveillée, puis libéré. Mais l'espoir résiste.

«Quand j'étais en prison, on m'a introduit une petite radio dans un grand pain. Une nuit, j'ai pu entendre qu'on savait à l'étranger ce qu'il se passait», se souvient Geremek. A Moscou, Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir. En Pologne, la pression ouvrière n'a de cesse et le pouvoir communiste est contraint à la négociation. Le 4 juin 1989, des candidats de l'opposition sont élus au Parlement sous la bannière de Solidarité. Le régime est mort. Aujourd'hui, Lech Walesa l'affirme: «Avant d'entrer sur le chantier et de prendre la tête du mouvement, je savais que la victoire arriverait un jour».

© La Libre Belgique 2005



## Dix années de lutte

mercredi 31 août 2005 (Libération - 06:00)

14 août 1980. Les ouvriers des chantiers navals de Gdansk se mettent en grève. Ils réclament au départ la réintégration d'Anna Walentynowicz, militante des syndicats libres.

31 août 1980. Signature des accords de Gdansk, création de Solidarnosc.

13 décembre 1981. Instauration de l'état de guerre, Solidarnosc est hors la loi et ses dirigeants internés.

1er janvier 1983. Suspension de l'état de guerre.

Octobre 1983. Lech Walesa est prix Nobel de la paix.

Septembre 1986. Amnistie politique.

Février-avril 1989. Négociations de la Table ronde, qui réunissent le pouvoir et Solidarnosc.

17 avril 1989. Solidarnosc redevient légal.

Juin 1989. Législatives semi-libres, triomphe de Solidarnosc.

Août 1989. Tadeusz Mazowiecki forme le premier gouvernement issu de Solidarnosc.

1990. Walesa, élu président, succède au général Jaruzelski.





Alain Keler - Sygma Corbis -  
Le Monde 2

### **Gdansk, 1980**

Un moment de détente pour les ouvriers des chantiers navals Lénine en grève, pendant que leurs représentants négocient avec le gouvernement la reconnaissance de Solidarité.



Wojtek Laski - East News | Le  
Monde 2

### **Tadeusz Mazowiecki**

Tadeusz Mazowiecki (à droite), avec Jacek Kuron, Zbigniew Bujak et Lech Walesa, en 1980, sur la route de Varsovie à Gdansk. Mazowiecki, qui fut, en 1989, le premier premier ministre de la Pologne démocratique, aujourd'hui retraité, soutient le Parti démocratique, la plus récente émanation de ce qui reste du syndicat.



Ronan Jocher - Gazeta - Le Monde 2

### **Wladyslaw Frasyniuk**

Wladyslaw Frasyniuk (au centre) et Adam Michnik (à droite) sur le banc des accusés, en 1985. Frasyniuk, l'un des dirigeants de Solidarité quand celui-ci, interdit, était clandestin, est aujourd'hui président du Parti démocratique.



Wojtek Laski - East News - Le Monde 2

### **Bronislaw Geremek**

Bronislaw Geremek (à gauche), Andrzej Celinski et Lech Walesa, le 27 mars 1981, au sortir du palais présidentiel de Varsovie. A l'époque principal conseiller du leader de Solidarité, la carrière de Geremek culmine lorsque, de 1997 à 2000, il est ministre des affaires étrangères. Il est aujourd'hui député européen.



Wojtek Laski - East News - Le Monde 2

**Zbigniew Bujak**

Zbigniew Bujak (3e à partir de la gauche), avec Lech Walesa et d'autres de Solidarité, le 27 octobre 1980, pendant les audiences qui conduisent à l'officialisation de Solidarité. Légende vivante dans les années 1980, Bujak, en 2005, en congé de la politique, enseigne et prépare un doctorat.



Wojtek Laski - East News - Le Monde 2

**Adam Michnik**

Adam Michnik (à droite) et Jacek Kuron, en juillet 1984, lors de leur procès, à la Cour suprême de Varsovie. Militant de la première heure à Solidarité, Michnik a fondé en 1989 "Gazeta", le grand quotidien polonais. En 2005, amer, il se tait.

**Solidarność**. Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Solidarité (Solidarność en polonais) est une fédération de syndicats polonais fondée le 31 août 1980, dirigée à l'origine par Lech Wałęsa. Dans les années 1980, elle a réussi à rassembler un large mouvement social contre le régime communiste en place, impliquant entre autres l'Église catholique romaine. Il avait un programme en 21 points. Le syndicat était soutenu par un groupe d'intellectuels dissidents (en polonais : 'Komitet Obrony Robotników' / KOR) et était basé sur les règles de la non-violence.

La survie de Solidarité était un évènement sans précédent, pas seulement en Pologne, mais dans tous les pays du Pacte de Varsovie.

Cela signifiait une cassure dans la ligne dure du Parti qui avait auparavant provoqué un bain de sang pour réprimer un autre mouvement de protestation: des douzaines de personnes tuées et plus d'un millier de blessés en 1970. En 1968, la révolte du Printemps de Prague avait été écrasée par les chars de l'Armée rouge.

Les facteurs principaux ayant contribué aux succès initiaux du mouvement Solidarité et des autres mouvements dissidents sont:

- \* la crise interne des régimes socialistes (perte de foi envers le modèle socialiste, crise économique...)

- \* les échecs sur le front de la Guerre Froide (voir Invasion Soviétique en Afghanistan et l'Effondrement de l'Union Soviétique)

Les idées du mouvement Solidarité se sont très rapidement répandues à travers la Pologne; de plus en plus de syndicats ont été formés et ont rejoint la fédération. Son programme, bien que centré sur les revendications syndicales, a été perçu partout comme la première étape pour provoquer le démantèlement du monopole du Parti communiste.

La « Solidarité Rurale », un syndicat de fermiers, a été créée en mai 1981. Solidarité comptait neuf millions de membres à la fin de 1981. Le syndicat est parvenu à faire échouer les initiatives du gouvernement grâce à des grèves et des actions de protestation. Le 13 décembre 1981, le chef du gouvernement Wojciech Jaruzelski a lancé la répression sur Solidarité en déclarant la loi martiale, suspendant le syndicat, et emprisonnant la plupart de ses responsables. Le syndicat a ensuite été interdit le 8 octobre 1982. La loi martiale a été formellement interrompue en juillet 1983. Cependant, beaucoup des restrictions sur la liberté individuelle et la vie politique, ainsi que le rationnement alimentaire, sont restées en place pendant le reste de la décennie.

À partir du milieu des années 1980, Solidarité n'a subsisté uniquement que comme mouvement clandestin, soutenu par l'Église catholique romaine et la CIA. Toutefois, à la fin des années 1980, Solidarité était redevenue suffisamment puissante pour contrecarrer la politique de Jaruzelski. Des grèves nationales en 1988 ont forcé le gouvernement à ouvrir le dialogue avec Solidarité.

Solidarité a été légalisé en avril 1989 et a pu participer aux élections. Le triomphe des candidats du syndicat à ces élections a déclenché une avalanche de révolutions pacifiques anti-communistes en Europe centrale et en Europe de l'Est. Dès la fin du mois d'août, un gouvernement de coalition mené par Solidarité a été formé. En décembre, Wałęsa a quitté son poste dans Solidarité et a été élu président.

Dès lors, l'organisation est devenue un syndicat plus traditionnel. Sa branche politique, fondée en 1996 en tant que 'Action Electorale de Solidarité' (en polonais: 'Akcja Wyborcza Solidarność' / AWS), n'a plus qu'une influence marginale dans la vie politique actuelle. Le syndicat compte environ 1,5 million de membres.

En 2005, le syndicat compte 500 000 membres. A l'occasion de son 25e anniversaire, le jour de sa fondation, le 31 août est devenu un jour férié en Pologne.